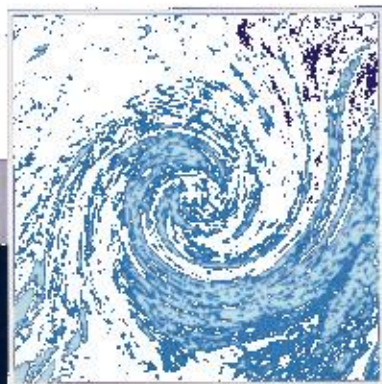


SPGE

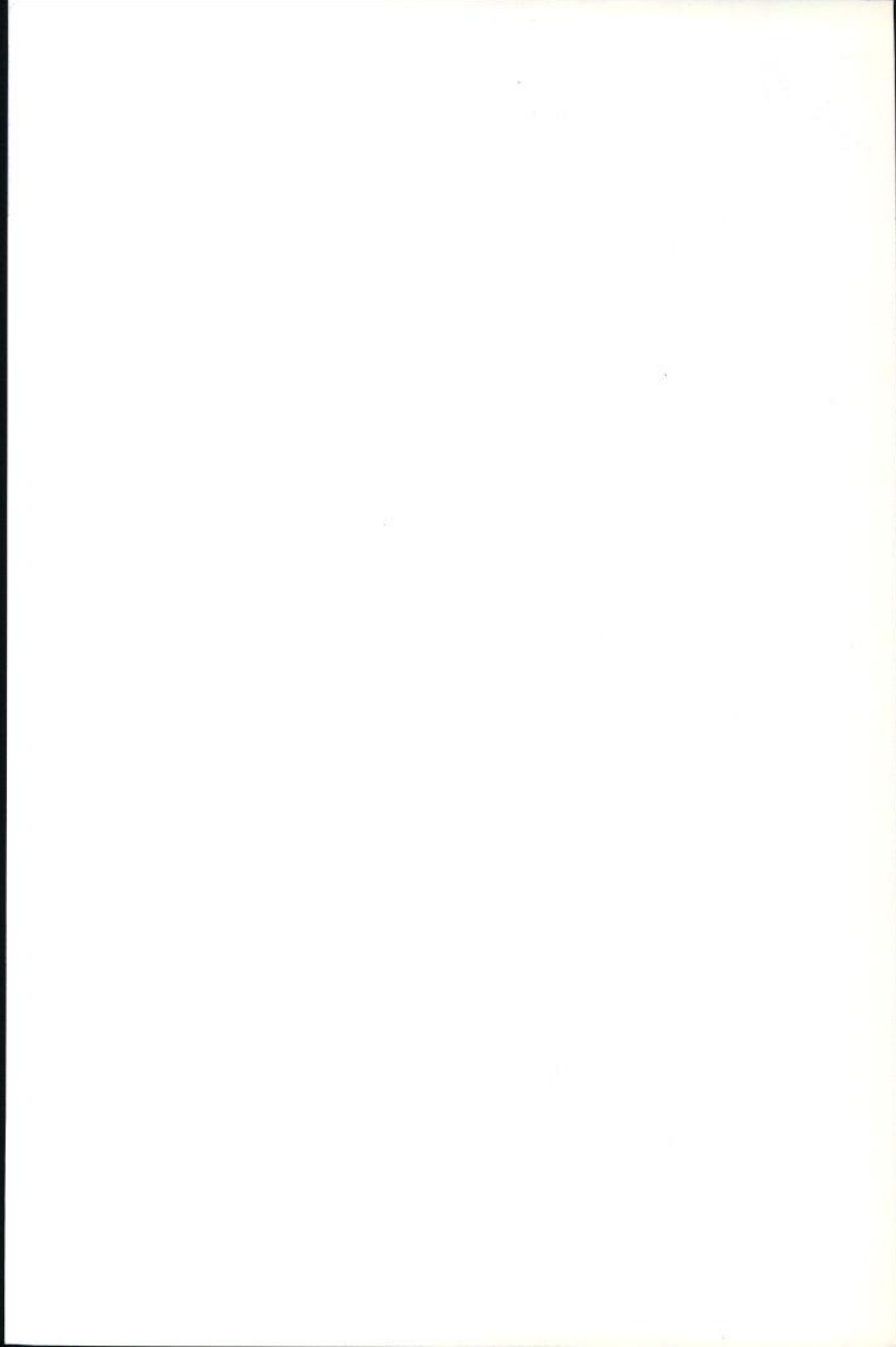


SOCIÉTÉ PUBLIQUE DE GESTION DE L'EAU

RAPPORT
D'ACTIVITÉS

2 0 0 0

Le fil de l'eau



RAPPORT D'ACTIVITÉS DE LA SPGE

exercice 2000



SOMMAIRE

| | | |
|---|--|----|
|  | 1 MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | 3 |
|  | 2 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITÉ DE DIRECTION | 4 |
|  | 3 MESSAGE DU COMITÉ DE DIRECTION | 5 |
|  | 4 ACTIONNARIAT <ul style="list-style-type: none">• Répartition du capital SPGE• Schéma de l'actionariat | 6 |
|  | 5 LA SPGE, SES ORGANES ; SES RELATIONS CONTRACTUELLES <ul style="list-style-type: none">• Schéma des relations contractuelles• Le contrat de gestion• Ses organes | 7 |
|  | 6 CADRE D'ACTIVITÉS DE LA SPGE <ul style="list-style-type: none">• Ses métiers• Ses domaines d'activités• Le fil conducteur• La philosophie de gestion | 19 |
|  | 7 BILAN ET COMPTES DE RÉSULTATS RAPPORT DE GESTION | 31 |
|  | 8 RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES | 35 |
|  | 9 PLAN FINANCIER 2001 - 2005 | 37 |
|  | 10 PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX <ul style="list-style-type: none">• Tableaux des avant-projets, projets, et adjudications | 45 |





MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au nom de l'ensemble des membres du Conseil d'Administration de la SPGE, j'ai l'honneur et le plaisir d'introduire le premier rapport officiel des activités de la société.

La SPGE est une société anonyme de droit public constituée par le décret du 15 avril 1999. La mise en place de cette structure s'inscrit dans un projet global de restructuration du secteur de l'eau en Wallonie.

Ce projet répond à une double préoccupation du Gouvernement wallon, clairement inscrite dans le contrat d'avenir pour la Région wallonne, à savoir :

- *la mise en place d'une gestion coordonnée du secteur de l'eau ;*
- *l'application rapide des directives européennes et notamment la directive relative au traitement des eaux usées urbaines résiduaires imposant à chaque pays membre l'obligation d'épurer celles-ci dans des délais fixés.*

C'est avec la volonté d'une parfaite collaboration avec les opérateurs de terrain que la SPGE poursuit ses objectifs.

Les défis à relever sont importants. Le premier programme d'investissements porte sur un montant global de 36 milliards à réaliser sur 5 ans et comprenant des travaux d'assainissement public de protection et d'égouttage prioritaire.

Pour répondre aux attentes, il faut impérativement actionner une nouvelle dynamique de gestion. Nous abordons le modèle proposé dans ce rapport.

Nous considérons aussi que le citoyen est le premier concerné par ce projet important pour la Wallonie. Une eau potable en quantité et en qualité suffisantes, c'est plus qu'un souhait ! C'est un volet important du projet de société qui doit guider nos politiques publiques. Le citoyen consommateur va contribuer financièrement. C'est incontournable. Mais cette contribution sera un prix juste, équitable par la prise en considération de préoccupations sociales mais aussi et surtout un prix minimal grâce à l'optimisation fiscale, à la recherche d'économies d'échelles et, à une gestion financière dynamique des flux de trésorerie.

Notre projet d'entreprise doit rayonner au-delà du financement des infrastructures. Il est aussi, en parfaite collaboration avec les opérateurs, un projet de sensibilisation à des comportements responsables de la part de l'ensemble des consommateurs d'une ressource qui rappelons-le est épuisable.

"On ne peut définir l'eau, on la goûte sans la connaître, elle n'est pas nécessaire à la vie, elle est la vie" disait St-Exupéry.

Alors tous ensemble, citoyens, opérateurs de terrain, entreprises du secteur, coordonnons tous nos efforts pour une contribution effective à la protection et à la promotion d'une ressource essentielle pour la Wallonie.

Jean-Claude MARCOURT



COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITE DE DIRECTION

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

MARCOURT Jean-Claude, Président
 BREUER Jean-François, Vice-Président
 CORNELIS Michel, Vice-Président
 ANTOINE Bernard, Administrateur
 BARBEAUX Michel, Administrateur
 BORSUS Willy, Administrateur
 DECONINCK Marc, Administrateur
 DELBAR Gonzague, Administrateur
 DUCARME Daniel, Administrateur
 LIBIEZ Philippe, Administrateur
 MALVOZ Louis, Administrateur
 STES José, Administrateur
 VAN SEVENANT Eric, Administrateur
 SRIW
 S.A. INNOTECH (*)
 S.A. SPARAXIS (*)
 S.A. ROBOTICS AND AUTOMATION (*)
 S.A. SOCOFE
 MARTIN Jean-Luc, Secrétaire

(*) Groupe SRIW

LE COLLÈGE DES RÉVISEURS

LABILLE Jean-Pascal (*)
 LEBRUN Daniel (*)
 VANDESTEENE Philippe (*)
 RION Pierre (**)

(*) Membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise

(**) Représentant de la Cour des Comptes

LE COMITÉ DE DIRECTION

BREUER Jean-François, Président
 CORNELIS Michel, Vice-Président
 MARTIN Jean-Luc, Membre
 HERMANS Jean-Marie, Membre

LES COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT

BOURY Philippe
 TRICOT Michel



© G. Guissart

4

En haut de gauche à droite, Mr Ph. Boury, Conseiller du Ministre Forêt, Mr J.-L. Martin, Membre du CD, Mr M. Cornelis, Vice-Président du CD, Mr E. Senusiau, Chef de cabinet du Ministre Forêt.
 En bas, Mr J.-F. Breuer, Président du CD, Mr M. Foret, Ministre de l'Environnement, Mr J.-Cl. Marcourt, Président du CA.

Le 29/02/2000, Mr Michel Foret, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement signe le contrat de gestion de la SPGE.



MESSAGE DU COMITE DE DIRECTION

La première publication du rapport d'activités est l'occasion d'informer sur le contenu de nos missions et de préciser la nouvelle structure de fonctionnement du secteur de l'eau en Wallonie.

La SPGE est devenue opérationnelle durant l'année 2000. Le contrat de gestion passé avec le Gouvernement wallon a été signé le 29 février 2000, tandis que la plupart des relations contractuelles avec nos partenaires (les producteurs et les organismes d'épuration) ont été confirmées en cours d'exercice.

Comme suite à ces engagements, nous sommes en mesure de vous présenter des résultats concrets d'activités sous forme d'approbation d'avant-projets, de projets et d'autorisations de mise en adjudication pour une période de 5 mois d'activités (soit du 26 octobre 2000 au 30 mars 2001). Rappelons en effet que le programme des investissements à réaliser en matière d'assainissement public a été approuvé par le Gouvernement wallon le 26 octobre 2000.

Ce programme comprend également l'intervention de la SPGE sous forme d'une subside des travaux d'épuration prioritaire au profit des communes. Signalons à ce sujet qu'une structure de financement adéquate est actuellement à l'étude.

Ce volet particulier d'intervention de la SPGE devra permettre de garantir une meilleure coordination en matière d'assainissement public tout en suivant la logique des plans triennaux des travaux proposés par les communes.

Ce rapport reprend aussi les prévisions des moyens financiers qui seront affectés aux différentes missions de la SPGE en reprenant in extenso le plan financier adopté par le Conseil d'Administration.

Enfin, l'organigramme général de fonctionnement de la société permettra au lecteur de mieux percevoir les rôles et contributions respectives des différents organes tels que le Comité des experts, le Comité de contrôle et le Collège d'évaluation.

Pour compléter ces informations, un site Internet sera prochainement ouvert. Il reprendra les principales missions et surtout le relevé détaillé des travaux prévus au plan des investissements.

Nous tenons également à remercier l'ensemble des membres du personnel de la SPGE qui ont contribué chacun(e) dans leurs rôles et missions à la mise en place définitive de la structure.

Le Comité de Direction



ACTIONNARIAT

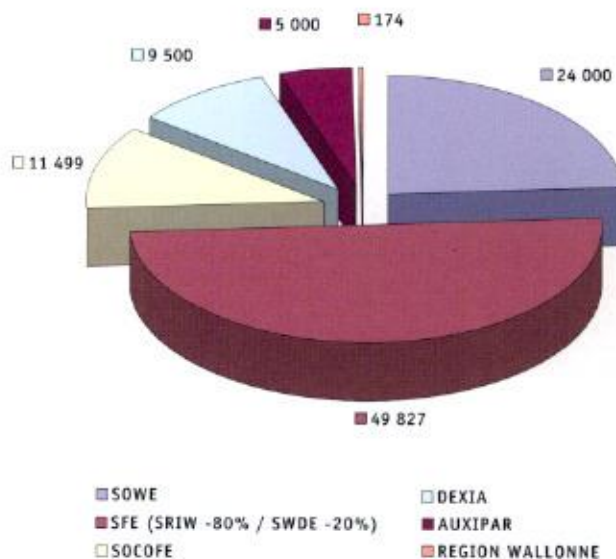
RÉPARTITION DU CAPITAL SPGE

L'article 7, §2 du décret du 15 avril 99 établit la liste des organismes et institutions qui peuvent être actionnaires de la SPGE.

En exécution de cet article, le relevé des actionnaires et leurs parts représentatives du capital se présentent comme suit :

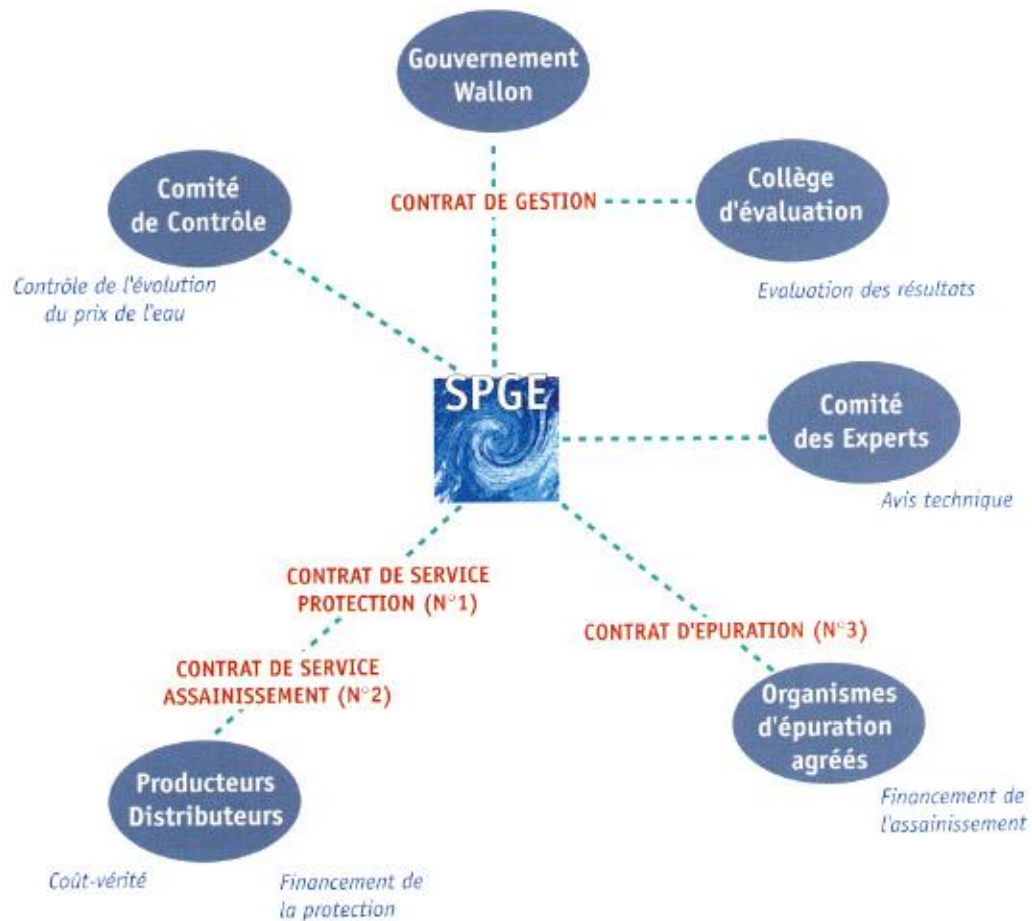
| | | |
|---|--------------|----------|
| la Région Wallonne | 174 parts | 0,174 % |
| un holding public regroupant la SRIW (80 %) et la SWDE (20 %) : | | |
| • la SFE | 49.827 parts | 49,827 % |
| les institutions financières agréées par le Gouvernement Wallon : | | |
| • DEXIA | 9.500 parts | 9,5 % |
| • AUXIPAR | 5.000 parts | 5 % |
| • SOCOFE | 11.499 parts | 11,499 % |
| une société commerciale composée de producteurs, de distributeurs et des organismes d'épuration : | | |
| • la SOWE | 24.000 parts | 24 % |

SCHÉMA DE L'ACTIONNARIAT



LA SPGE, SES ORGANES ; SES RELATIONS CONTRACTUELLES

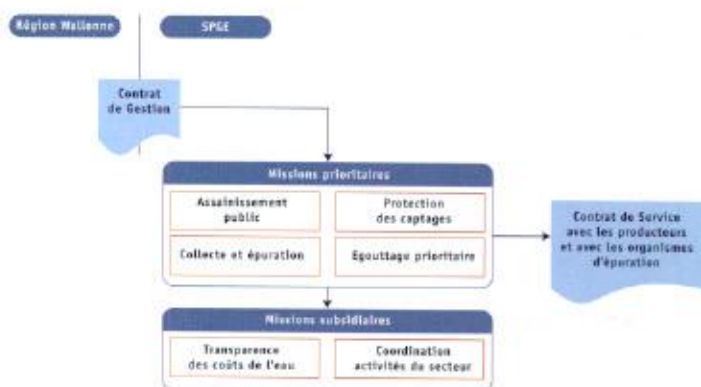
SCHÉMA DES RELATIONS CONTRACTUELLES



LE CONTRAT DE GESTION

Le contrat de gestion liant le Gouvernement wallon et la société publique de gestion de l'eau a été conclu en date du 29 février 2000 pour une période expirant le 31 décembre 2005.

Il détermine les objectifs à atteindre en matière d'assainissement public des eaux usées (conformément à la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires) et de protection des captages (suivant l'article 5 du décret du 30 avril 1990 sur la protection des eaux souterraines et des eaux potabilisables). Il précise en outre les engagements de la Région.



*C'est avec la volonté
d'une parfaite
collaboration avec les
opérateurs de terrain
que la SPGE
poursuit ses objectifs*

SES MISSIONS

Le contrat de gestion fixe les missions prioritaires de la SPGE, à savoir :

1. assurer l'exécution du programme de protection des captages ;
2. assurer la réalisation complète dans les délais prévus par le Gouvernement des stations d'épuration et des collecteurs d'assainissement des agglomérations de + de 2000 équivalent-habitant (EH). Le Gouvernement peut également déterminer d'autres agglomérations en fonction de priorités environnementales à fixer.

8

Concrètement, cette mission vise :

- les travaux de réalisation des ouvrages destinés à collecter et à épurer les eaux usées à partir d'une



LA SPGE, SES ORGANES ; SES RELATIONS CONTRACTUELLES

maîtrise d'ouvrage confiée aux organismes d'épuration agréés ;

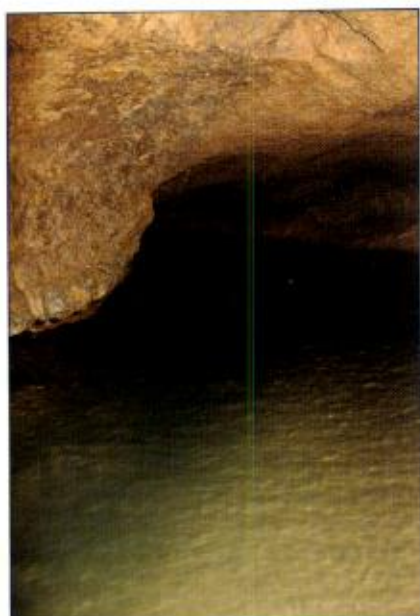
- le fonctionnement des infrastructures d'épuration gérées par les organismes d'épuration au nom et pour le compte de la SPGE ;

3. assurer la coordination entre les travaux de pose d'égouttage prioritaire et la réalisation des ouvrages nécessaires à l'assainissement public.

La SPGE est notamment appelée à remettre des avis sur les projets de travaux d'égouttage prioritaire introduits par les communes via les plans triennaux. En outre et indépendamment des dispositions du contrat, le Gouvernement a confié à la SPGE (en mission déléguée) le financement des travaux d'égouttage prioritaire au taux de 60 % (pour les nouveaux réseaux) et de 80 % (pour la réhabilitation de réseaux existants).

Dans les deux cas, les frais d'études sont pris en charge à concurrence de 5 % du montant des travaux ;

4. dégager une structure de prix de revient de l'eau de manière à garantir au consommateur la transparence dans les prix de facturation de l'eau fournie par le distributeur public.



SES ENGAGEMENTS

- **Protection des captages**

La SPGE propose aux producteurs la signature d'un contrat de service de protection (schéma page 7 - n°1) au terme duquel la SPGE fait assurer contre rémunération les travaux de protection des eaux potabilisables.

- **Assainissement public**

Le financement de l'assainissement public est assuré par la conclusion d'un contrat d'assainissement avec les producteurs (schéma page 7 - n°2) par lequel ces derniers louent les services de la SPGE pour réaliser, suivant une planification déterminée, l'assainissement d'un volume d'eau produit et distribué sur le territoire wallon.



Pour la mise en œuvre de l'assainissement public, la SPGE conclut avec les organismes d'épuration agréés un contrat de service d'épuration (schéma page 7 - n°3) par lequel ces derniers assurent contre rémunération la construction et le fonctionnement des ouvrages d'épuration à construire selon le plan des investissements approuvé par le Gouvernement wallon.

- **Egouttage prioritaire**

La SPGE assure, en mission déléguée, le financement des travaux d'égouttage prioritaire des agglomérations de plus de 2000 EH auxquelles peuvent s'ajouter d'autres agglomérations déterminées en fonction des priorités environnementales.

SES MOYENS

Pour réaliser l'ensemble des missions prédécrites, la SPGE disposera des moyens financiers suivants :


- en matière d'assainissement
 - le produit de la taxe sur le déversement des eaux usées (16 F/m³) ;
 - le montant du prix du service rendu par la SPGE aux producteurs qui est fixé à un montant maximum de 16 F/m³ pour la période 2001-2004. Précisons à ce sujet, qu'à titre transitoire, et jusqu'au 31 décembre 2004, les volumes d'eau pris en considération pour le calcul du prix du service sont ceux distribués et facturés au consommateur ;
- en matière de protection
 - le montant du prix du service rendu aux producteurs et qui est fixé à un maximum de 3 F/m³ d'eau produite.

LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

Parmi les engagements administratifs de la Région, relevons :

10

- l'adaptation du cadre réglementaire relatif au secteur de l'eau à partir des objectifs de base du décret relatif au cycle de l'eau ;



*Une eau potable
en quantité et en
qualité suffisantes*



LA SPGE, SES ORGANES ; SES RELATIONS CONTRACTUELLES

- la mise à disposition des services de la Région pour notamment :
 - concourir à l'établissement de normes guides d'exploitation des ouvrages d'exploitation ;
 - contribuer à l'établissement de normes guides d'investissement ;
 - assurer l'examen de dossiers d'investissements supérieurs à 150 millions de même que la vérification des charges d'exploitation ;
 - contrôler le fonctionnement des installations d'épuration ;
 - établir la situation de l'épuration industrielle et individuelle ;
 - réaliser les mesures générales de protection ;
 - traiter administrativement les demandes d'autorisation de captage ;
- la définition des critères pour la réalisation de l'égouttage prioritaire.



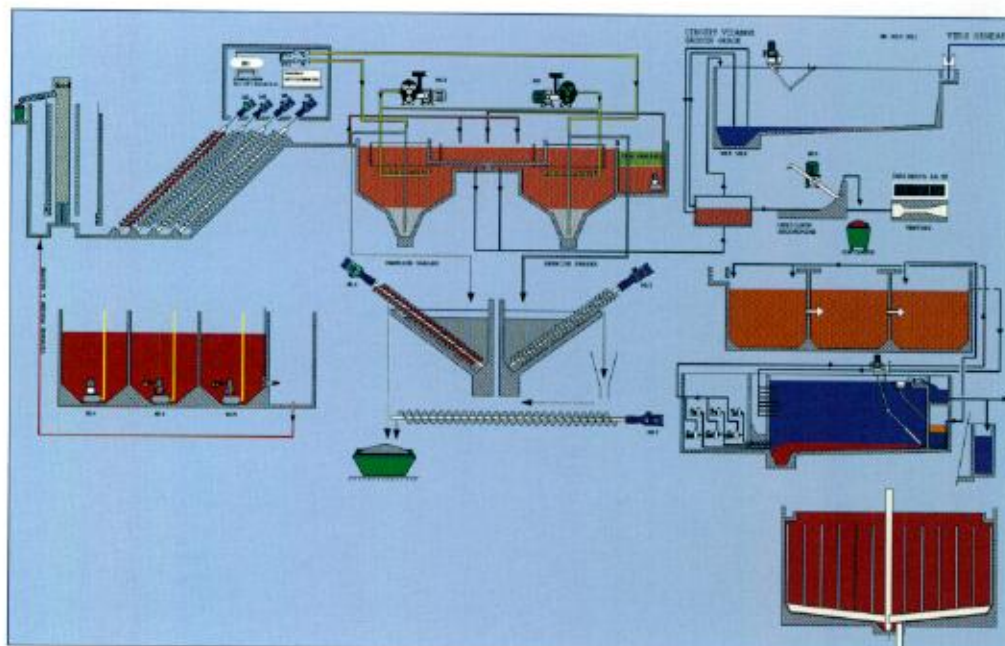
LE COMITÉ DE CONTRÔLE DE L'EAU

Le Comité de Contrôle est mis en place sur la base de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 3 juin 1999, pris en application de l'article 16 du décret du 15 avril 1999, sous la forme d'un établissement public autonome (régé par la loi du 27 juin 1921).

• Composition

Il est composé de quatorze membres effectifs et de quatorze membres suppléants. Les membres sont respectivement proposés par le Gouvernement (deux membres), l'Union des Villes et Communes de Wallonie (deux membres), le Conseil Central de la consommation (deux membres), le Conseil économique et social de la Région wallonne (six membres).

Ces membres sont nommés et révoqués par le Gouvernement sur la base d'une liste double déposée auprès du Ministre. La qualité de membre est incompatible avec un mandat au sein du Conseil d'Administration de la SPGE ou au sein du Comité des Experts.



Source : Ir Marc Lemineur

LA SPGE, SES ORGANES ; SES RELATIONS CONTRACTUELLES



| Nom | Prénom | Poste |
|---|-----------------|------------------|
| VANDERMEEREN | Jean-Claude | Président |
| PAEPS | Vincent | Vice-Président |
| Représentant l'Union des Villes et Communes de Wallonie | | |
| BURGEON | Willy | Membre Effectif |
| CROHAIN | Clément | Membre Effectif |
| NEVEN | Marcel | Membre Effectif |
| DELFORGE | Yves | Membre Effectif |
| DEBAUQUE | Michel | Membre Suppléant |
| FOURNAUX | Richard | Membre Suppléant |
| LECLERCQ | Christian | Membre Suppléant |
| BATAILLE | Louise-Marie | Membre Suppléant |
| Représentant le Gouvernement | | |
| LAHAYE | Marie-Christine | Membre Effectif |
| PAEPS | Vincent | Membre Effectif |
| GOISET | Christine | Membre Suppléant |
| WART | Bernard | Membre Suppléant |
| Représentant les Consommateurs | | |
| DAWANCE | Jean-Pierre | Membre Effectif |
| ROLIN | Claude | Membre Effectif |
| MATHY | Michel | Membre Suppléant |
| WILMART | Alain | Membre Suppléant |
| Représentant le Conseil Economique et Social de la Région Wallonne | | |
| PAQUOT | Didier | Membre Effectif |
| QUERTAIN | Guy | Membre Effectif |
| DECOCK | Bernard | Membre Effectif |
| MORDANT | André | Membre Effectif |
| VANDERMEEREN | Jean-Claude | Membre Effectif |
| CARLINO | Pino | Membre Effectif |
| WAHA | Stéphane | Membre Suppléant |
| PIRLET | Joëlle | Membre Suppléant |
| DETHIER | Frédéric | Membre Suppléant |
| WEGIMONT | Francis | Membre Suppléant |
| CANIEAU | Jean-Louis | Membre Suppléant |
| SIMAR | Luc | Membre Suppléant |
| Représentant les organismes d'épuration | | |
| BRAUN | Michèle | Membre |
| DOMINIQUE | Christian | Membre |
| Représentant les producteurs/distributeurs | | |
| HUSSON | Roger | Membre |
| LELEU | Robert | Membre |



• Mission

La mission générale du Comité de Contrôle consiste, dans la plus grande autonomie, à veiller à ce que l'évolution du prix de l'eau et de la politique de l'eau menée au niveau de la Région wallonne soit orientée dans le sens de l'intérêt général.

Dans le cadre de sa mission, le Comité :

- réalise des études, rend des avis et formule des recommandations au sujet de la politique des prix de l'eau ; d'initiative, ou à la demande du Ministre ou de la SPGE ;
- rend un avis sur la planification des investissements ;
- rend un avis sur toute modification significative de la politique des prix ;
- peut rendre des avis particuliers sur tout dossier relatif à une augmentation d'un élément constitutif du prix de l'eau qui lui est notifiée. Il en informe par ailleurs la SPGE ;
- établit un rapport annuel sur l'évolution du prix de l'eau. Ce rapport est adressé au Gouvernement qui le communique au Parlement.



LE COMITÉ DES EXPERTS

Le Comité des Experts a été mis en place sur la base d'un arrêté du Gouvernement Wallon du 3 juin 1999, pris en application de l'article 14 du décret du 15 avril 1999.

Ce Comité exerce ses missions au sein de la SPGE et est assisté d'une cellule permanente de quatre personnes. La SPGE assure le secrétariat du Comité.

• Composition

Le Comité est composé de huit représentants des différents secteurs de l'eau (deux experts effectifs par secteur et deux experts suppléants).

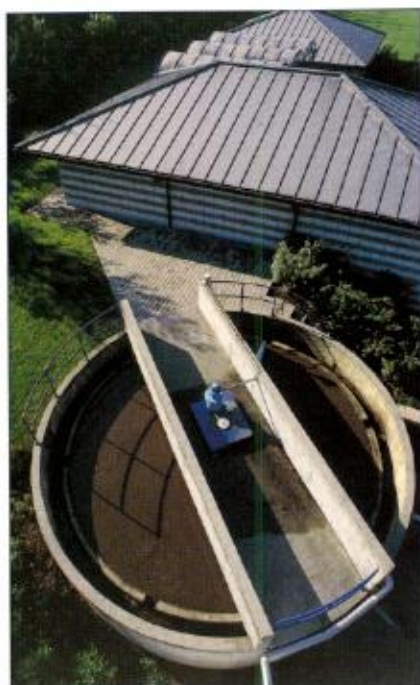
Le Gouvernement nomme les experts représentant la Région, le secteur de la production et de la distribution d'eau et le secteur de l'épuration, ainsi que les experts représentant les communes. En vue de garantir leur indépendance, la qualité de membre du Comité des Experts est



LA SPGE, SES ORGANES ; SES RELATIONS CONTRACTUELLES

incompatible avec un mandat au sein du Conseil d'administration de la SPGE ou au sein du Comité de Contrôle de l'eau. Les mandats sont d'une durée de 4 ans.

| Nom | Prénom | Poste |
|------------|----------|------------------|
| TELLINGS | Claude | Président |
| GILLIS | Alain | Vice-Président |
| BOUHY | Pierre | Vice-Président |
| EVARD | Jean | Membre effectif |
| LEROY | Francis | Membre effectif |
| LOREA | Benoît | Membre effectif |
| PONCELET | Bernard | Membre effectif |
| TABART | Alain | Membre effectif |
| ESCH | Luc | Membre suppléant |
| HODIAUMONT | André | Membre suppléant |
| LEBRUN | Jean-Pol | Membre suppléant |
| LEJEUNE | Michel | Membre suppléant |
| PASTURE | Claude | Membre suppléant |
| PETIT | Yvan | Membre suppléant |
| ROUCOU | André | Membre suppléant |
| TERMOL | Christel | Membre suppléant |



• Mission

Le Comité des Experts a pour mission :

- de rendre des avis au Conseil d'Administration et au Comité de Direction, soit à la demande de ceux-ci, soit d'initiative sur toute question technique relative à la gestion de l'eau (en ce compris les projets de décrets et d'arrêtés en relation avec le cycle de l'eau) ;
- d'accomplir des études en vue de promouvoir la coordination ;
- de rendre des avis sur les questions techniques qui apparaîtraient dans un différend entre tout titulaire de prise d'eau, tout distributeur d'eau ou tout organisme d'épuration et la SPGE dans le cadre de l'exécution des contrats de service.



LE COLLÈGE D'EVALUATION

Le Collège d'Évaluation a été mis en place sur la base du contrat de gestion.

• Composition

Il est composé des deux commissaires du gouvernement auprès de la SPGE, des réviseurs d'entreprise de la SPGE, d'un représentant de la DGRNE, d'un spécialiste de l'écologie des eaux douces, d'un représentant des élus communaux, d'un spécialiste du droit de l'environnement et d'un représentant de l'inspection des finances. Ces cinq derniers membres sont désignés par le Gouvernement et doivent être totalement indépendants de la SPGE.

Le Collège d'évaluation se compose comme suit :

| Nom | Prénom | Poste | Fonction |
|-------------|-------------|-----------|--|
| DARDENNE | Jean-Pierre | Président | Député Bourgmestre |
| DELBEUCK | Claude | Membre | Directeur général DGRNE Ministère de la Région Wallonne |
| DESCY | Jean-Pierre | Membre | Spécialiste de l'écologie des eaux douces |
| PAQUES | Michel | Membre | Spécialiste du droit de l'environnement |
| CENNE | Yves | Membre | Inspecteur des Finances |
| BOURY | Philippe | Membre | Commissaire du Gouvernement Wallon |
| TRICOT | Michel | Membre | Commissaire du Gouvernement Wallon |
| LABILLE | Jean-Pascal | Membre | Membre du Collège des réviseurs de la SPGE |
| LEBRUN | Daniel | Membre | Membre du Collège des réviseurs de la SPGE |
| VANDESTEENE | Philippe | Membre | Membre du Collège des réviseurs de la SPGE |
| RION | Pierre | Membre | Membre du Collège des réviseurs de la SPGE |

• Mission

La mission du Collège d'Évaluation consiste à évaluer la performance de la SPGE sur la base des tableaux de bord semestriels et du rapport annuel relatifs aux résultats de gestion de l'entreprise. Le Collège doit valider les tableaux de bord par rapport aux objectifs établis dans le contrat de gestion. Le Collège doit également valider le rapport annuel établi par la SPGE.



LA SPGE, SES ORGANES ; SES RELATIONS CONTRACTUELLES

Le contrôle exercé par ce Collège sur la SPGE concerne plus particulièrement les aspects suivants :

- le contrôle des résultats atteints par rapport aux objectifs négociés. Ce contrôle porte sur les investissements réalisés en matière d'épuration collective et de protection. A partir du 1^{er} janvier 2003 au plus tard, cette phase de l'évaluation portera aussi sur les travaux de pose d'égouttage prioritaire ;
- le contrôle du niveau des moyens mis en œuvre par rapport aux résultats atteints en matière d'épuration et à partir du 1^{er} janvier 2003 au plus tard en matière d'égouttage prioritaire ;
- l'évaluation de la pertinence de la gestion de la SPGE, en confrontant les moyens mis en œuvre et les objectifs fixés. Ce type de contrôle porte essentiellement sur le niveau d'adéquation entre les produits et les charges.

Le Collège est tenu de faire rapport au Ministre quant à la validation des tableaux de bord par rapport aux objectifs fixés et de donner son avis sur le rapport annuel. Le rapport annuel est par la suite, transmis au Conseil régional.





CADRE D'ACTIVITÉS DE LA SPGE

SES MÉTIERS

FÉDÉRER AUTOUR D'OBJECTIFS COMMUNS

Pour garantir la pérennité de l'eau en Wallonie, le décret du 15 avril 1999 a mis sur pied une politique intégrée qui considère l'eau dans le cycle suivant : la production, la distribution, la consommation, l'égouttage et l'épuration.

Le principe du cycle de l'eau est une approche qui permet de fédérer l'ensemble des intervenants dans le secteur de la production d'eau potable, à partir et pour des objectifs communs permettant de garantir une production et une distribution d'eau en quantité suffisante et respectant les critères légaux de qualité.

La SPGE peut être considérée comme la structure faitière du secteur facilitant une mobilisation des opérateurs (producteurs, distributeurs, épurateurs) pour une plus grande cohérence des activités et des programmes d'investissements en matière de protection de captage, de collecte et d'épuration des eaux usées.

Le Contrat d'Avenir pour la Wallonie énonce pour ce secteur, les objectifs suivants :

- l'application des directives européennes ;
- l'accélération significative des investissements en égouttage et en épuration ;
- la gestion par bassin et sous-bassin versant (ce qui induit inévitablement une plus grande coordination entre les différentes activités du cycle) ;
- l'application du principe pollueur-payeur ;
- l'instauration d'une fourniture minimale ;
- la création d'un fonds social pour l'eau.

A partir de ces objectifs, rappelons que le contrat de gestion précise les missions de la SPGE à partir des principes suivants :

- protéger les prises d'eau potabilisable et assurer l'assainissement public des eaux usées ;
- intervenir dans les opérations qui constituent le cycle de l'eau, assurer la promotion et la coordination de ces opérations tout en cherchant l'optimalisation et l'harmonisation des activités de l'eau en Région wallonne ;

*« On ne peut définir
l'eau, on la goûte
sans la connaître,
elle n'est pas
nécessaire à la vie,
elle est la vie. »*

St-Exupéry



- concourir à la transparence des différents coûts qui interviennent dans le cycle de l'eau.

Concrètement, "fédérer autour d'objectifs communs" vise :

- la mise en œuvre accélérée des mesures de protection de captage ;
- une augmentation rapide du taux d'épuration des eaux usées ;
- l'application progressive du coût-vérité sur la base du principe pollueur-payeur ;
- la coordination effective d'activités telles que l'égouttage et l'épuration.



CADRE D'ACTIVITÉS DE LA SPGE

FINANCER

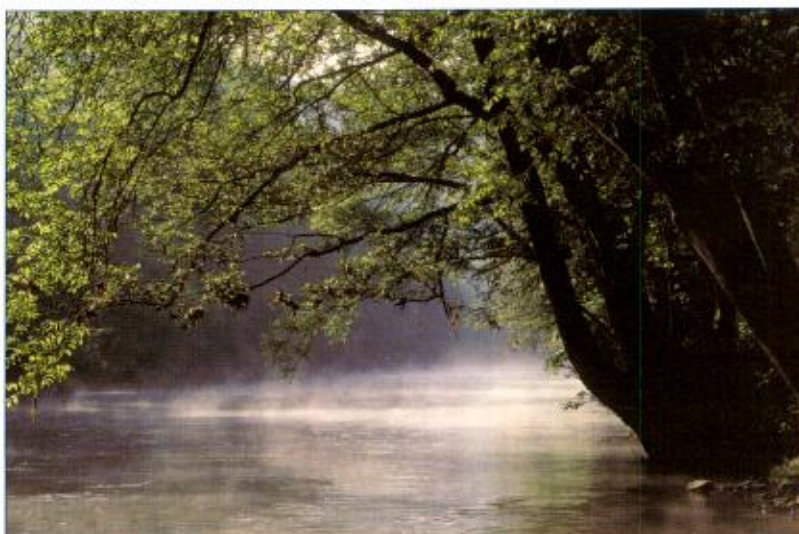
Sur la base d'un programme des investissements (approuvé par le Gouvernement wallon pour la durée du contrat de gestion, de 2000 à 2004) en matière d'assainissement et de protection des captages, la SPGE a adopté un plan financier permettant de préciser à long terme l'évolution de la capacité financière nécessaire.

Ce programme d'investissement doit permettre à la Région wallonne de se mettre en conformité avec la directive européenne 91/271 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.

En parfaite collaboration avec les opérateurs actuels, la SPGE assure donc la réalisation des investissements planifiés à partir des prescrits européens en la matière.

Le statut d'entreprise publique autonome de la société facilite la mise en œuvre de moyens de financement nouveaux et a contribué à la mise en place d'une véritable ingénierie financière et fiscale.

Par l'étalement des charges, l'optimisation fiscale, la gestion professionnelle des flux, cette nouvelle approche de la gestion financière aboutira inévitablement au prélèvement auprès du consommateur d'un coût-vérité minimal et strictement calculé sur la base des besoins identifiés.



SES DOMAINES D'ACTIVITÉS

LA PROTECTION

En collaboration avec les titulaires d'autorisations de prises d'eau, la SPGE assure et finance la protection des captages sur la base d'un programme d'actions de protection arrêté par le Gouvernement.

Ce programme provisoire, actuellement soumis au Gouvernement wallon, se présente comme suit :

Tableau 1 *en milliers de francs*

| 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---------|---------|---------|---------|---------|
| 779 602 | 398 942 | 386 538 | 318 121 | 291 360 |

Le plan financier 2001-2004 de la SPGE prévoit une programmation du financement des investissements en protection selon le timing suivant :

Tableau 2 *en milliers de francs*

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------------------------|-----------|---------|---------|---------|---------|
| Encours et programmes SPGE | 1 000 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 |
| Dont études | 800 000 | 250 000 | 200 000 | 150 000 | 100 000 |
| Dont travaux et acquisitions | 200 000 | 250 000 | 300 000 | 350 000 | 400 000 |

Notons à ce sujet que les producteurs ayant signé le contrat de protection sont invités à présenter des programmes d'actions de protection qui pourront faire l'objet d'un avenant au programme provisoire.





| | | | |
|--------------------|-------------|-------------|-------------|
| 7 784 410 | 6 068 800 | 6 799 950 | 7 680 430 |
| 2000 - 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |

Tableau 4 en milliers de francs

Le programme des investissements se présente comme suit :

Relevons enfin que certains investissements d'assainissement dans des agglomérations de - de 2 000 EH pourront être réalisés pour des raisons majeures de protection de l'environnement. Au delà du taux actuel d'époutage, d'autres critères qui sont à définir, pourront intervenir pour la sélection de ces dossiers.

Une priorité absolue (1^{er} niveau) est donnée aux agglomérations de + de 10 000 EH. Une priorité subsidiaire (2^e niveau) est octroyée aux agglomérations comprises entre 2 000 et 10 000 EH pour lesquelles l'assainissement public des eaux usées doit être mis en œuvre pour le 31 décembre 2005.

Pour ce secteur d'activités, le Gouvernement a chargé la SPGE d'assurer l'assainissement public des agglomérations de plus de 2000 EH par la mise en place d'équipements d'assainissement public (stations d'épuration et/ou collecteurs).

L'ÉPURATION PUBLIQUE DES EAUX USÉES

| | | | | |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |

Tableau 3 en milliers de francs

Pour cette mission le plan financier de la SPGE prévoit des engagements planifiés comme suit :

La SPGE a été chargée par le Gouvernement wallon d'assurer la réalisation de l'époutage prioritaire des agglomérations de plus de 2 000 EH.

L'ÉGOUTTAGE PRIORITAIRE



Un programme de réserve est également prévu. Il porte sur un montant de 3 447 000 000 francs à répartir de 2000 à 2004.

Enfin, le traitement tertiaire fait aussi l'objet d'une prévision globale d'investissements estimés à 860 000 000 francs (de 2000 à 2004).

Programme des investissements par sous-bassins hydrographiques :

Tableau 5 *en millions de francs*

| Sous-bassin hydrographique | Montant programme principal | Montant programme réserve | Traitement tertiaire | TOTAL |
|----------------------------|-----------------------------|---------------------------|----------------------|---------------|
| Ambliève | 9 | 34 | 0 | 43 |
| Dendre | 380 | 103 | 0 | 483 |
| Dyle-Gette | 2 134 | 353 | 0 | 2 487 |
| Escaut-Lys | 1 144 | 753 | 0 | 1 897 |
| Haine | 1 423 | 616 | 260 | 2 299 |
| Lesse | 122 | 78 | 0 | 200 |
| Meuse amont et Oïse | 505 | 0 | 0 | 505 |
| Meuse aval | 9 314 | 478 | 40 | 9 832 |
| Moselle | 62 | 58 | 0 | 120 |
| Ourthe | 157 | 0 | 0 | 157 |
| Sambre | 7 808 | 290 | 560 | 8 659 |
| Semois-Chiers | 1 090 | 300 | 0 | 1 390 |
| Senne | 2 404 | 383 | 0 | 2 787 |
| Vesdre | 934 | 0 | 0 | 934 |
| TOTAL | 27 485 | 3 447 | 860 | 31 793 |

Pour plus de détails, nous renvoyons le lecteur au chapitre 10.



CADRE D'ACTIVITÉS DE LA SPGE

LE FIL CONDUCTEUR

SIMPLIFIER ... ACCÉLÉRER !

Rappelons-le, le projet global de la SPGE avec ses défis et les perspectives d'avenir ne peut réussir qu'en parfaite collaboration avec le groupe des opérateurs de terrain. Parmi ceux-ci nous retrouvons 8 organismes d'épuration agréés impliqués dans le métier de l'épuration – 90 producteurs-distributeurs en charge notamment de la protection des captages et 262 communes responsables de l'égouttage prioritaire.

Pour l'épuration et la protection, l'exercice 2000 nous a permis d'établir de solides liens de collaboration entre les différents intervenants.

La définition précise d'objectifs communs a grandement facilité la nouvelle synergie d'efforts pour la promotion d'un secteur vital pour notre Région.

Mais nonobstant ce constat, la réussite du projet d'entreprise de la SPGE est dépendante d'une modification fondamentale des rapports entre les partenaires visés ci-dessus et la société.

Dans ce cadre, deux objectifs précis sont poursuivis, à savoir : simplifier et accélérer.

- **Simplifier**

Un projet d'entreprise tel que celui de la SPGE s'inscrit dans un contexte d'autonomie responsable où tous les acteurs impliqués assument une partie du risque lié à une vision dynamique de nos métiers.

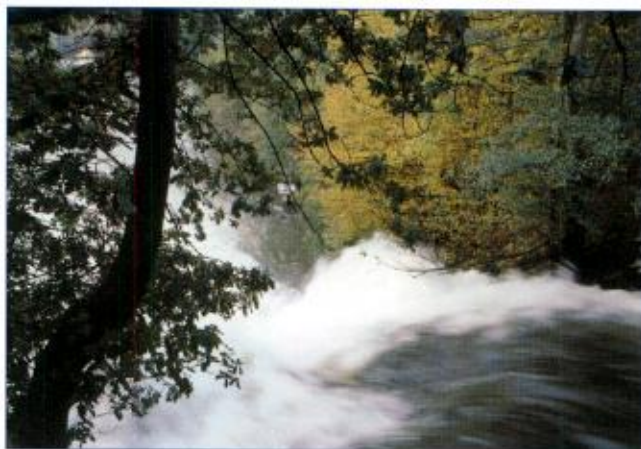
Autrement dit, la logique des relations entre la SPGE et ses partenaires doit s'écarter fondamentalement des principes traditionnels de tutelle administrative.

La simplification des procédures, de même que l'accès à de véritables transferts de connaissances plutôt que l'exercice de tutelle hiérarchique inadéquate, font partie du fil conducteur de la société.

Pour répondre aux attentes, il faut impérativement actionner une nouvelle dynamique de gestion



La coordination est bien plus importante qu'un acte de tutelle qui a toutes les chances d'être mal calibré si la prise de responsabilité des partenaires est clairement déterminée.



- **Accélérer**

Complémentaire à la simplification des procédures, l'accélération des échanges et des actes concrets posés est indispensable face aux défis importants du projet de promotion du secteur de l'eau.

Pour ce faire, les relations contractuelles entre le gouvernement wallon et la SPGE et entre celle-ci et les partenaires, instaurent la notion de délais de rigueur, par laquelle l'absence de réaction d'un des cocontractants dans les délais fixés équivaut à un accord.

En outre, un projet d'informatisation intégrée plaçant les principaux acteurs en réseau est actuellement à l'étude.

Enfin, le plan d'entreprise prévoit la production semestrielle de tableaux de bord apportant au management des informations en temps réel sur l'évolution des activités.

L'accélération du rythme des investissements est aussi liée à la capacité de l'ensemble des partenaires à s'inscrire dans une culture entrepreneuriale par laquelle les rôles sont mieux identifiés mais aussi et surtout grâce à laquelle l'évaluation portera sur les résultats effectifs de terrain.



CADRE D'ACTIVITÉS DE LA SPGE

VALORISER LE SAVOIR-FAIRE WALLON

L'importance des investissements pour les trois secteurs décrits plus avant entraînera nécessairement des retombées économiques appréciables pour la Wallonie.

D'après les premières études réalisées en vue d'évaluer les effets des investissements publics en assainissement des eaux usées sur l'emploi, on peut considérer qu'un milliard d'investissements entraîne la création de 280 à 300 emplois (effet multiplicateur).¹

Plus spécifiquement, le volume d'emplois créés par type d'investissement se répartit comme suit :

Tableau 7

| Secteurs | Emplois créés/md. inves. |
|-------------------------------------|--------------------------|
| Protection | 312 |
| Collecteurs et stations d'épuration | 286 |
| Traitement tertiaire | 267 |
| Egouttage | 295 |

Si nous appliquons ces conclusions aux chiffres d'affaires à réaliser, nous obtenons les résultats suivants :

Tableau 8

| Secteurs | Inv. 2000-2004 (en milliers de francs) | Emplois créés |
|-------------------------------------|---|---------------|
| Protection | 3 000 000 | 936 |
| Collecteurs et stations d'épuration | 30 932 000 | 8 846 |
| Traitement tertiaire | 860 000 | 230 |
| Egouttage | 5 000 000 | 1 475 |
| TOTAL | | 11 487 |

On peut conclure de cette analyse que les investissements projetés durant les 5 prochaines années sont de nature à créer quelques 11 487 emplois pour la période visée.

Précisons bien que l'évaluation des créations d'emplois est faite en termes bruts.

Ceci signifie que les emplois créés sont ceux qui sont directement associés à la mise en œuvre du programme dans la dimension qu'il est prévu de lui donner dans les



1 - IRES, *Etude sur la création d'emplois en matière de politique de l'eau et des déchets*, 7/95.



4 prochaines années, ce qui postule bien entendu que tous les projets soient en chantier en 2004.

Par ailleurs et toujours selon les premières études réalisées en la matière un certain nombre de ces emplois, de l'ordre d'un quart au total sont d'ores et déjà suscités par les investissements actuellement réalisés. Les emplois nets créés comme suite à la mise en œuvre du programme, peuvent donc être estimés à $11\,487 \times 3/4$, soit 8 615 emplois.

CONTRIBUTION À L'AMÉLIORATION DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA WALLONIE

L'épuration des eaux usées est un critère de choix important pour l'implantation d'entreprises sur le territoire.

Par son activité, la SPGE doit contribuer à accroître très rapidement le taux d'assainissement des eaux usées en Wallonie et ainsi rendre celle-ci plus attractive pour l'investisseur potentiel.

LA PHILOSOPHIE DE GESTION

La restructuration du secteur de l'eau induit de nouvelles modalités de gestion basées, nous l'avons vu, sur la simplicité des procédures et la fluidité des relations de partenariat.

La SPGE doit contribuer au développement de ces nouvelles formes de collaboration. Son intervention doit permettre de clarifier les rôles, de maintenir le cap sur les objectifs centraux fixés par le contrat de gestion.

A partir de ceux-ci, l'action de la SPGE sera évaluée sur la base des résultats concrets et non simplement sur sa capacité de mise en œuvre de moyens.

Une nouvelle dynamique de gestion doit donc caractériser les échanges entre la SPGE et les différents opérateurs de terrains.

28

Le contrat de gestion prévoit d'ailleurs un régime de sanction(s) applicable(s) en cas de non-respect des objectifs



CADRE D'ACTIVITÉS DE LA SPGE

prévus et à la condition bien entendu que la seule responsabilité de la SPGE soit engagée. Il en va de même pour l'ensemble des partenaires (les opérateurs de terrain) qui ont signé les différents contrats de collaboration avec la SPGE.

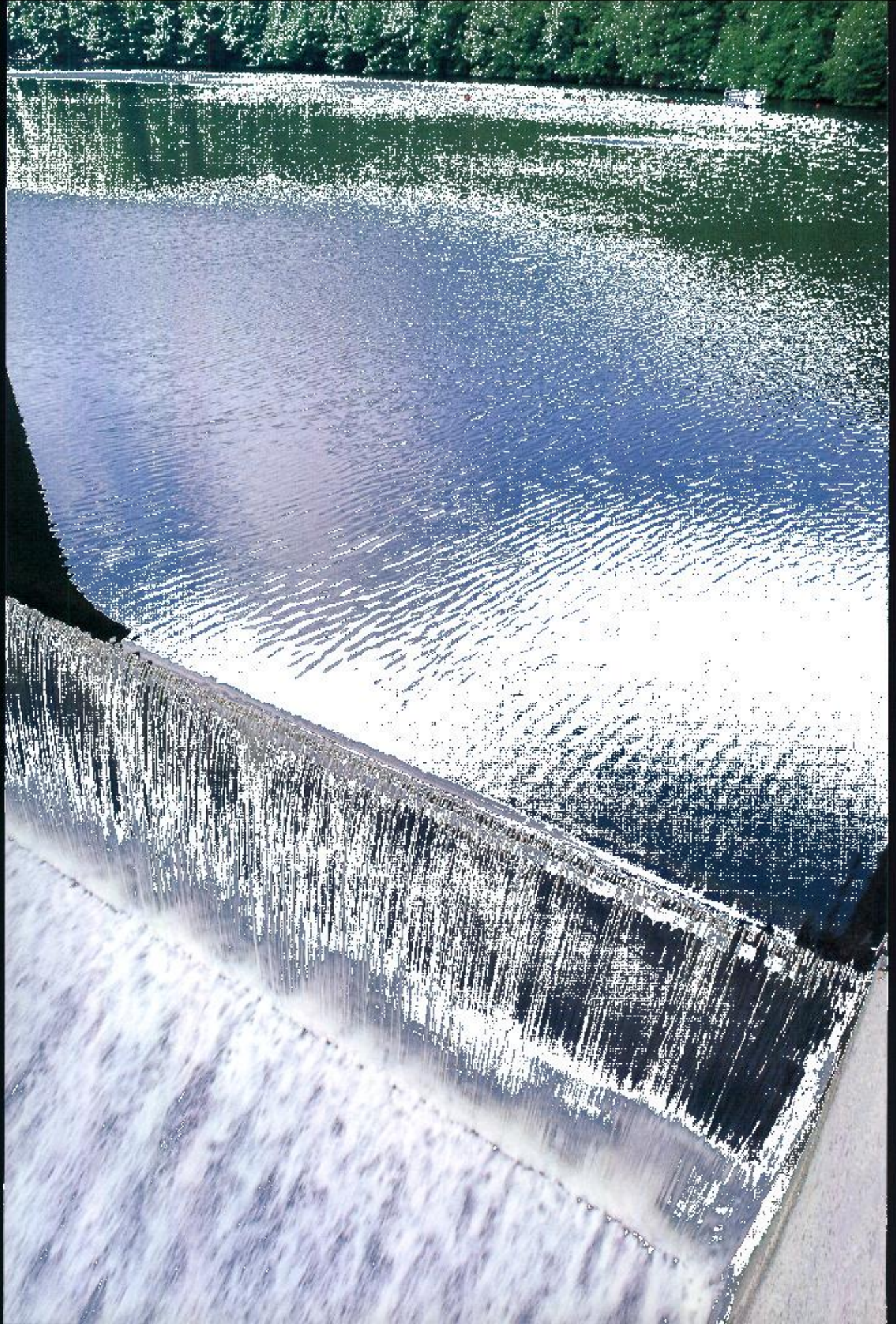
Soulignons enfin que l'actionnaire est également intéressé au degré de réalisation des objectifs par l'octroi possible d'un complément de dividende calculé à partir du

$$\text{ratio} = \frac{\text{résultats atteints}}{\text{objectifs fixés}}$$

Cette responsabilisation en cascade est de nature à induire deux effets :

- une plus grande solidarité de l'ensemble des acteurs du secteur de l'eau pour l'engagement d'actions concrètes en faveur de la protection de la ressource ;
- un développement de l'autonomie responsable des différents opérateurs dans le cadre de rôles et missions mieux identifiés.





BILAN ET COMPTES DE RÉSULTATS RAPPORT DE GESTION

| ACTIF | Exercice 1999 | Exercice 2000 |
|--|-------------------|--------------------|
| | EURO | EURO |
| ACTIFS IMMOBILISÉS | 103 293 | 137 810 238 |
| I Frais d'établissement | 0 | 0 |
| II Immobilisations incorporelles | 0 | 12 588 326 |
| III Immobilisations corporelles | 103 023 | 13 325 381 |
| Terrains et constructions | 0 | 13 108 470 |
| Constructions de stations d'épurations | | 6 424 821 |
| Constructions des collecteurs | 0 | 6 683 649 |
| Mobilier et matériel roulant | 48 912 | 115 796 |
| Location-financement | 54 111 | 68 559 |
| Autres immobilisations corporelles | | 32 556 |
| IV Immobilisations financières | 270 | 111 896 531 |
| Autres immobilisations financières | 270 | 111 896 531 |
| ACTIFS CIRCULANTS | 10 326 564 | 347 746 358 |
| V Créances à plus d'un an | 0 | 108 745 651 |
| Autres créances | 0 | 108 745 651 |
| VII Créances à un an au plus | 57 914 | 61 517 956 |
| Créances commerciales | 24 495 | 14 601 063 |
| Autres créances | 33 419 | 46 916 893 |
| VIII Placements de trésorerie | 9 890 952 | 160 367 473 |
| Titres à revenus fixes | | 122 967 473 |
| Dépôts à terme | 9 890 952 | 37 400 000 |
| IX Valeurs disponibles | 330 968 | 9 262 292 |
| Comptes courants auprès des banques | 330 968 | 9 262 292 |
| X Comptes de régularisation | 46 731 | 7 852 987 |
| Charges à reporter | | 2 969 |
| Intérêts courus non échus | | 942 044 |
| Produits acquis | | 6 847 548 |
| Autres comptes de régularisation | 46 731 | 60 425 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 10 429 857 | 485 556 596 |



| PASSIF | | Exercice 1999 | Exercice 2000 |
|-------------------------|---|-------------------|--------------------|
| | | EURO | EURO |
| CAPITAUX PROPRES | | 9 569 001 | 303 654 213 |
| I | Capital | 9 941 770 | 9 941 770 |
| | Capital souscrit | 24 789 352 | 24 789 352 |
| | Capital non appelé | -14 847 583 | -14 847 583 |
| II | Primes d'émission | 0 | 293 618 033 |
| | Parts bénéficiaires Région Wallonne | 0 | 293 618 033 |
| IV | Réserves | | 34 894 |
| | Réserve légale | | 34 894 |
| V | Bénéfice reporté | | 59 516 |
| | Perte reportée | 372 769 | |
| DETTES | | 860 857 | 181 902 384 |
| VIII | Dettes à plus d'un an | 660 900 | 106 576 945 |
| | Dettes de location-financement | 41 166 | 46 830 |
| | Dettes sur droits de superficie | 0 | 106 530 115 |
| | Autres emprunts | 619 734 | |
| IX | Dettes à un an au plus | 199 957 | 71 384 290 |
| | Dettes à plus d'un échéant dans l'année | 12 945 | 5 627 057 |
| | Dettes commerciales | 64 515 | 64 346 107 |
| | Dettes fiscales, salariales et sociales | 122 380 | 807 660 |
| | Autres dettes | 117 | 603 465 |
| X | Comptes de régularisation | 0 | 3 941 149 |
| | Charges à imputer | 0 | 3 941 149 |
| TOTAL DU PASSIF | | 10 429 857 | 485 556 596 |



BILAN ET COMPTES DE RÉSULTATS RAPPORT DE GESTION

| POSTES HORS BILAN | Exercice 1999 | Exercice 2000 |
|---|---------------|--------------------|
| | EURO | EURO |
| • Engagement d'acquisition d'immobilière | 0 | 158 628 266 |
| • Options sur matériel en location-financement | 0 | 3 583 |
| • Débiteur d'engagement de cession sur location-financement | 0 | 5 606 848 |
| • Titres en dépôt à découvert | 0 | 124 100 000 |
| TOTAL DU HORS BILAN | 0 | 288 338 697 |



COMPTE D'EXPLOITATION

| | Exercice 1999 | Exercice 2000 |
|---|-----------------|------------------|
| | EURO | EURO |
| I Ventes et prestations | 419 879 | 16 457 408 |
| II Coûts des ventes et prestations | 840 054 | 19 029 758 |
| Travaux et sous-traitance | 0 | 16 206 490 |
| Services et biens divers | 272 050 | 615 626 |
| Rémunérations et charges sociales | 428 018 | 2 163 174 |
| Amortissements et réductions de valeurs | 139 462 | 44 468 |
| Autres charges d'exploitation | 524 | 0 |
| III Bénéfice d'exploitation | -420 175 | -2 572 350 |
| IV Produits financiers | 57 830 | 4 142 183 |
| V Charges financières | 2 962 | 13 898 |
| VI Bénéfice courant | -365 306 | 1 555 936 |
| X Impôts sur le résultat | 0 | 485 292 |
| XIII Bénéfice de l'exercice à affecter | -365 306 | 1 070 645 |

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

| | Exercice 1999 | Exercice 2000 |
|---|-----------------|----------------|
| | EURO | EURO |
| • Bénéfice (perte) de l'exercice à affecter | -365 306 | 1 070 645 |
| • Perte reportée de l'exercice précédent | -7 463 | -372 769 |
| • Bénéfice à affecter | -372 769 | 697 876 |
| • Affectation à la réserve légale | 0 | 34 894 |
| • Bénéfice (perte) à reporter | -372 769 | 59 517 |
| • Bénéfice à distribuer | 0 | 603 465 |



RAPPORT DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

Conformément aux dispositions légales et statutaires, notamment le décret du 15 avril 1999 relatif à la création de la SPGE, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de contrôle qui nous a été confiée.

Nous avons procédé à la révision des comptes annuels établis sous la responsabilité du conseil d'administration de la société, pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2000 dont le total du bilan s'élève à 485 556 596,46 € et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 1 070 644,73 €. Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques complémentaires requises par la loi.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'inexactitudes significatives compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables aux comptes annuels en Belgique.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Les responsables de la société ont répondu avec clarté à nos demandes d'explications et d'informations. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien fondé des règles d'évaluation et des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent, les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et les informations données dans l'annexe sont adéquates.

Attestations et informations complémentaires

Nous complétons notre rapport par les attestations et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- *Le rapport de gestion présenté par le Conseil d'administration contient les informations requises par le Code des sociétés. Aucune discordance n'apparaît entre ledit rapport et les comptes annexés.*
- *Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.*
- *Nous ne devons vous signaler aucune opération conclue ou décision prise en violation des statuts ou des dispositions légales.*



- *L'exercice se clôture par un bénéfice à affecter de 1 070 644,73 €. L'affectation proposée par le Conseil d'administration est conforme aux dispositions légales et statutaires.*

- **Contrôle des marchés**

Lors de la vérification des comptes de l'exercice sous-revue, le Collège s'est attaché à contrôler :

- *d'une part, le respect de la réglementation européenne et belge en matière de marchés publics ;*
- *d'autre part, la comptabilisation des opérations découlant de l'exécution des marchés passés.*

a) Respect de la réglementation

Le Collège des commissaires a plus particulièrement examiné l'attribution et l'exécution des marchés publics.

De ce point de vue, il a constaté que ceux-ci font l'objet de procédures de contrôle interne suffisantes pour garantir le respect de la réglementation applicable et pour prévenir les conflits.

b) Comptabilisation des opérations

La conformité et l'exactitude de la rubrique de l'actif "Terrains et constructions" a fait l'objet d'une vérification systématique qui ne donne lieu à aucune remarque.

Nous tenons enfin à remercier les différents responsables pour l'aide efficace qu'ils nous ont apportée tout au long de nos travaux de contrôle.

Le Collège des Commissaires

S.C.C. FONDU, PYL, STASSIN & C°
représentée par

P. VANDESTEENE

S.C.C. TOELEN, CATS, LEBRUN, MORLIE
représentée par

D. LEBRUN

Président du Collège des Commissaires
Conseiller de la Cour des Comptes

P. RION

S.C.P.R.L. RENOUPREZ, LABILLE & C°
représentée par

J.-P. LABILLE



PLAN FINANCIER 2001 - 2005

LE PLAN FINANCIER DE LA SPGE A ÉTÉ ÉTABLI :

en se fixant comme objectifs :

- la réalisation intégrale du plan d'investissements approuvé par le Gouvernement wallon ;
- le maintien du coût-vérité dans les limites fixées par le Contrat de gestion et en tout état de cause à un niveau aussi bas que possible ;

moyennant diverses hypothèses dont :

- la réduction des délais de réalisation des investissements ;
- l'évolution de la consommation d'eau ;
- l'amélioration de la rentabilité des réseaux de distribution ;
- la fixation de divers paramètres économiques (inflation, taux d'intérêt, ...)

sous différentes contraintes :

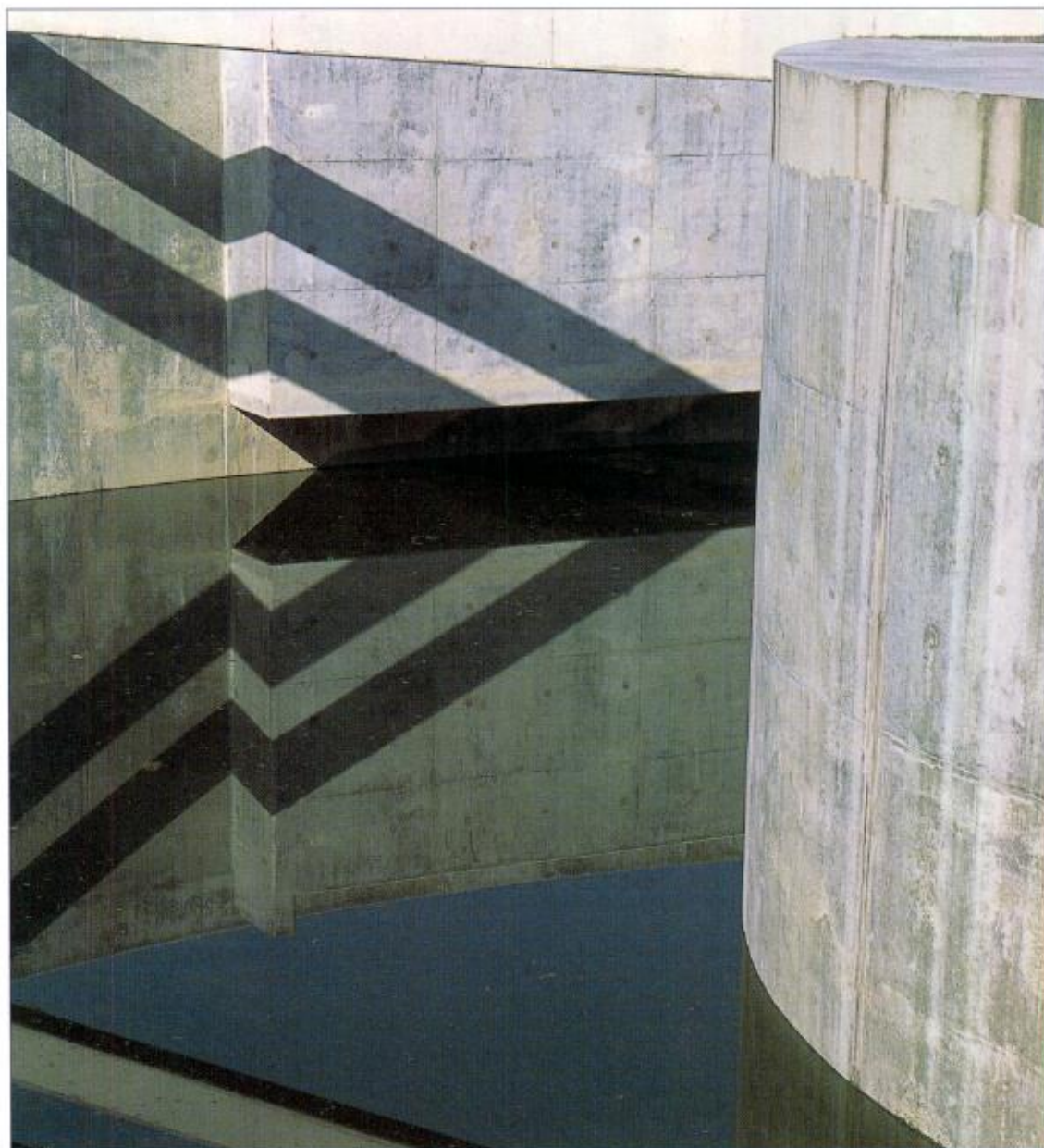
- exogènes :
 - la législation fiscale ;
 - la reprise d'un encours de la Région wallonne ;
- endogène :
 - l'équilibre du compte de résultat ;
- contractuelle :
 - le respect des procédures prévues par le Contrat de gestion et par les différents contrats de service avec les opérateurs de l'eau.

Par ailleurs, toutes les opérations qui concourent à l'établissement des comptes de résultats et des bilans annuels ont été traduites en trésorerie en terme de flux annuels de telle sorte que le plan financier contient intrinsèquement le plan de trésorerie pluriannuel de la Société.

La dynamique interne du plan financier repose sur la réalisation des investissements qui accroissent les charges d'exploitation des stations d'épuration et les amortissements, ce qui compte tenu des autres charges et produits d'exploitation de la SPGE fixés en fonction des hypothèses retenues, implique une augmentation progressive du coût-vérité.



La synthèse du plan financier est reprise ci-après. Les objectifs sont atteints : le coût-vérité reste en deçà du plafond autorisé et la structure bilantaire de la SPGE reste saine à l'horizon 2005, au moment où il faudra déterminer un nouveau plan d'investissements dans le cadre d'un nouveau contrat de gestion.



PLAN FINANCIER 2001 - 2005

Contrairement au bilan et comptes de résultats qui sont présentés en euro, les tableaux qui suivent (plan financier et programme des investissements) sont présentés en francs belges. L'uniformisation de la présentation interviendra à partir de l'exercice 2001.

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|-----------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------|
| | en milliers de francs | | | | | | |
| COÛTS D'INVESTISSEMENTS | | | | | | | |
| ÉPURATION | | | | | | | |
| Achat droits de superficie et leasing STEP | | 4 523 594 | 1 011 999 | | | | |
| Compromis de vente (rachat de l'encours) | | 9 706 235 | | | | | |
| Programme SPGE (engagements) | 2 854 770 | 4 923 640 | 5 990 150 | 6 784 550 | 7 792 330 | 7 000 000 | |
| Mises en service et leasing STEP | 1 087 165 | 1 893 478 | 4 402 554 | 3 526 706 | 4 533 593 | 3 115 241 | |
| Mises en service collecteurs et autres | 854 082 | 1 662 515 | 4 160 190 | 2 412 012 | 2 715 545 | 5 285 853 | |
| Épuration individuelle | | | | | | | |
| Frais d'exploitation des STEP | | | | | | | |
| A. Frais d'exploitation anciennes installations | 559 308 | 1 140 987 | 1 163 807 | 1 187 083 | 1 210 825 | 1 235 041 | |
| B. Supplément de charges nouvelles installations | 37 852 | 122 129 | 268 913 | 610 202 | 883 594 | 1 235 041 | |
| C. Services prestés par IC | | 313 417 | 509 114 | 853 674 | 1 127 517 | 1 481 699 | |
| PROTECTION | | | | | | | |
| Encours et programme SPGE | | 1 000 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | |
| dont études | | 800 000 | 250 000 | 200 000 | 150 000 | 100 000 | |
| dont travaux et acquisitions | | 200 000 | 250 000 | 300 000 | 350 000 | 400 000 | |
| Amortissements études | | | 40 000 | 52 500 | 62 500 | 70 000 | |
| ÉGOUTTAGE | | | | | | | |
| Programme d'action (engagements) | | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | |
| Paiements totaux | | 250 000 | 500 000 | 271 796 | 87 185 | 174 369 | |
| dont mission déléguée | | 250 000 | 500 000 | 250 000 | | | |
| FONCTIONNEMENT | | | | | | | |
| Frais de fonctionnement SPGE (y compris experts, ...) | 106 000 | 108 120 | 110 282 | 112 488 | 114 738 | 117 033 | |
| MODULE TVA | | | | | | | |
| TVA sur recettes | 126 433 | 396 815 | 559 133 | 822 292 | 1 062 992 | 1 365 976 | |
| TVA sur dépenses | 3 097 119 | 1 175 356 | 1 470 050 | 1 946 902 | 2 314 970 | 2 672 752 | |
| TVA cocontractant | | 422 748 | 956 195 | 1 288 132 | 1 534 784 | 1 740 852 | |
| Balance TVA | 2 970 686 | 355 792 | -45 277 | -163 522 | -282 806 | -434 076 | |



| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------------------------------|---------|-----------|------------|------------|---------|---------|---------|
| en milliers de francs | | | | | | | |
| VARIATION TRÉSORERIE | | | | | | | |
| Variation Trésorerie | | 6 221 689 | -2 534 270 | -4 542 333 | -23 069 | -10 089 | -29 786 |
| Trésorerie (fin d'année) | 412 351 | 6 801 067 | 4 515 825 | 74 502 | 53 714 | 45 815 | 17 421 |
| Produits financiers des placements | | 167 027 | 249 027 | 101 010 | 2 821 | 2 190 | 1 392 |

VARIATION ENDETTEMENT FINANCIER L.T.

| | | | | | | | |
|----------------------------------|--|--|--|---------|-----------|-----------|------------|
| Variation dettes financières | | | | 400 000 | 4 180 000 | 5 270 000 | 6 195 000 |
| Dettes financières (fin d'année) | | | | 400 000 | 4 580 000 | 9 850 000 | 16 045 000 |
| Charges financières | | | | 12 000 | 149 400 | 432 900 | 776 850 |

PARAMÈTRES SPÉCIFIQUES AU SCÉNARIO

| | | | | | | | |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Evolution des volumes d'eau produits et consommés | | | -1,00% | -1,00% | -1,00% | -1,00% | -1,00% |
| Diminution des volumes taxés due à l'épuration individuelle | | | -1,00% | -1,00% | -1,00% | -1,00% | -1,00% |
| Inflation attendue | 2,50% | 2,00% | 2,00% | 2,00% | 2,00% | 2,00% | 2,00% |
| Taux d'intérêt sur placements de trésorerie | 4,50% | 4,50% | 4,50% | 4,50% | 4,50% | 4,50% | 4,50% |
| Taux d'intérêt sur dettes financières | 5,50% | 5,50% | 6,00% | 6,00% | 6,00% | 6,00% | 6,00% |
| Taux ISOC | 40,17% | 40,17% | 40,17% | 40,17% | 40,17% | 40,17% | 40,17% |
| Taux TVA dépenses SPGE | 21,00% | 21,00% | 21,00% | 21,00% | 21,00% | 21,00% | 21,00% |
| Taux TVA recettes SPGE | 21,00% | 21,00% | 21,00% | 21,00% | 21,00% | 21,00% | 21,00% |

RÉMUNÉRATION DES O.E.A.

| | |
|--|-------|
| Frais de maîtrise de l'organisme d'épuration | 2,50% |
| Frais de surveillance de l'organisme d'épuration | 3,50% |
| Frais d'études et assurances | 6,50% |

DÉLAIS PAIEMENT

| | | |
|---------------------------------------|--------|----------|
| Délais de paiement par producteur | 40,00% | 4,8 mois |
| Délais de paiement par administration | 16,67% | 2 mois |
| Délais de paiement par SPGE (travaux) | 16,67% | 2 mois |
| Débit TVA (sur dépenses) | 50,00% | 6 mois |
| Crédit TVA (sur recettes) | 8,33% | 1 mois |



PLAN FINANCIER 2001 - 2005

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|
|--|------|------|------|------|------|------|------|

en milliers de francs

PARAMÈTRES OPÉRATIONNELS

REDEVANCE PRODUCTION

| | | | | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Volume en milliers de m ³ | 388 948 | 385 058 | 381 208 | 377 396 | 373 622 | 369 886 |
| Taux de la redevance (Frs/m ³ - produits) | 3,0 | 3,0 | 3,0 | 3,0 | 3,0 | 3,0 |
| Produit de la redevance (HTVA) | 1 166 844 | 1 155 175 | 1 143 623 | 1 132 187 | 1 120 865 | 1 109 657 |

TAXE

| | | | | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Volume en milliers de m ³ | 145 000 | 142 100 | 139 258 | 136 473 | 133 743 | 131 069 |
| Taux de la taxe (Frs/m ³ - facturés et distribués) | 16,0 | 16,0 | 16,0 | 16,0 | 10,0 | 10,0 |
| Complément taxe industrielle | 400 000 | 400 000 | 400 000 | 400 000 | 400 000 | 400 000 |
| "Retenue "transhennuyère", autres et missions déléguées" | 1 208 400 | 1 250 000 | 500 000 | 250 000 | | |
| Produit transféré de la taxe | 1 511 600 | 1 423 600 | 2 128 128 | 2 333 656 | 1 737 434 | 1 710 685 |

APPORTS R.W.

| | | | | | | |
|---|-----------|---------|--|--|--|--|
| Apports en nature (parts SWDE) | 4 513 884 | | | | | |
| Apports autres en espèces | | 357 000 | | | | |
| Solde fonds pour la protection des eaux | 6 045 971 | | | | | |

COÛT-VÉRITÉ

à partir de 2005,
sur volumes produits

| | | | | | | |
|---|---------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|
| Volume en milliers de m ³ (production pour R.W.) | 210 000 | 204 349 | 198 907 | 193 665 | 188 613 | 183 741 |
| Volume en milliers de m ³ (distribution) | 145 000 | 143 550 | 142 115 | 140 693 | 139 286 | 137 894 |
| Rentabilité réseau | 69,05% | 70,25% | 71,45% | 72,65% | 73,85% | 75,05% |
| Amélioration de la rentabilité du réseau | | 1,20% | 1,20% | 1,20% | 1,20% | 1,20% |
| Volume en milliers de m ³ | 145 000 | 142 100 | 139 258 | 136 473 | 133 743 | 183 741 |
| Taux de chargement à facturer en FEB | | 2,00 | 6,00 | 12,80 | 19,60 | 20,20 |
| Coût-vérité | | 2,00 | 6,00 | 12,80 | 13,60 | 14,20 |
| Augmentation du taux de chargement en FEB | | 2,00 | 4,00 | 6,80 | 6,80 | 0,60 |
| ** dont transfert **compensation diminution taxe*** | | | | | 6,00 | |
| * dont augmentation du coût-vérité | | 2,00 | 4,00 | 6,80 | 0,80 | 0,60 |
| Rémunération additionnelle (HTVA) | | 284 200 | 835 548 | 1 746 852 | 2 621 370 | 3 711 577 |



| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | en milliers de francs | | | | | | |
| BILAN : ACTIF | | | | | | | |
| ACTIFS IMMOBILISÉS | 4 167 | 7 286 984 | 11 699 594 | 14 350 073 | 16 971 293 | 19 651 919 | 24 620 360 |
| Immobilisations financières | | 4 513 884 | 4 513 884 | 4 513 884 | 4 513 884 | 4 513 884 | 4 513 884 |
| Immobilisations corporelles (travaux en cours) | | 2 768 933 | 6 381 544 | 8 822 022 | 11 295 742 | 13 888 868 | 18 827 309 |
| Immobilisations incorporelles | | | 800 000 | 1 010 000 | 1 157 500 | 1 245 000 | 1 275 000 |
| Autres immobilisations | 4 167 | 4 167 | 4 167 | 4 167 | 4 167 | 4 167 | 4 167 |
| ACTIFS CIRCULANTS | | 5 441 075 | 8 080 514 | 12 070 585 | 15 057 526 | 18 887 258 | 21 169 233 |
| Créances à plus d'un an (leasing) | | 5 441 075 | 8 080 514 | 12 070 585 | 15 057 526 | 18 887 258 | 21 169 233 |
| ACTIFS D'EXPLOITATION | 4 221 | 2 154 829 | 1 143 567 | 1 373 379 | 1 936 196 | 2 518 078 | 3 169 719 |
| Créances à un an au plus (leasing) | | 169 684 | 266 037 | 412 484 | 539 765 | 703 860 | 833 266 |
| Créances sur producteurs | | 496 826 | 696 658 | 957 919 | 1 393 455 | 1 811 242 | 2 333 477 |
| Créances sur R.W. | | | | | | | |
| Administration TVA | 1 245 | 1 485 343 | 177 896 | | | | |
| Autres créances | 2 976 | 2 976 | 2 976 | 2 976 | 2 976 | 2 976 | 2 976 |
| PLACEMENTS DE TRÉSORERIE | 412 351 | 6 801 067 | 4 515 825 | 74 502 | 53 714 | 45 815 | 17 421 |
| TOTAL | 420 739 | 21 683 955 | 25 439 500 | 27 868 538 | 34 018 728 | 41 103 070 | 48 976 733 |
| BILAN : PASSIF | | | | | | | |
| CAPITAUX PERMANENTS | 412 673 | 21 409 213 | 24 187 077 | 26 373 590 | 32 643 597 | 39 527 096 | 47 223 480 |
| FONDS PROPRES | 386 013 | 17 010 137 | 19 026 472 | 21 072 804 | 23 403 134 | 25 263 699 | 27 004 297 |
| Parts sociales A | 401 050 | 401 050 | 401 050 | 401 050 | 401 050 | 401 050 | 401 050 |
| Parts sociales B | | 16 598 689 | 18 594 868 | 20 605 574 | 22 904 900 | 24 741 689 | 26 456 833 |
| Plus-values de réévaluation | | | | | | | |
| Reserves | | 2 274 | 4 285 | 7 069 | 9 622 | 11 813 | 14 088 |
| Bénéfice reporté | -15 037 | 8 123 | 26 269 | 59 111 | 87 562 | 109 147 | 132 326 |
| Subsides en capital | | | | | | | |
| EXIGIBLE MOYEN ET LONG TERME | 26 661 | 4 399 076 | 5 160 605 | 5 300 786 | 9 240 463 | 14 263 397 | 20 219 184 |
| Provisions et impôts différés | | 100 001 | 126 312 | 143 272 | 179 728 | 209 442 | 247 008 |
| *Dettes à plus d'un an **droits de superficie*** | | 4 297 414 | 5 032 633 | 4 755 854 | 4 479 074 | 4 202 294 | 3 295 515 |
| Dettes financières à plus d'un an | | | | 400 000 | 4 580 000 | 9 850 000 | 16 045 000 |
| Autres dettes | 26 661 | 1 661 | 1 661 | 1 661 | 1 661 | 1 661 | 1 661 |



PLAN FINANCIER 2001 - 2005

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | en milliers de francs | | | | | | |
| EXIGIBLE À COURT TERME OPÉRATIONNEL | 8 066 | 247 743 | 1 252 423 | 1 494 948 | 1 375 131 | 1 575 975 | 1 753 253 |
| Fournisseurs (travaux) | | | 920 528 | 1 148 894 | 1 022 327 | 1 218 082 | 1 381 628 |
| Administration TVA | | | | 3 773 | 13 627 | 23 567 | 36 173 |
| *Dettes à moins d'un an **droits de superficie*** | | 226 180 | 276 780 | 276 780 | 276 780 | 276 780 | 276 780 |
| Dettes financières à moins d'un an | | | | | | | |
| Autres dettes (y compris ISOC et dividende) | 8 066 | 48 563 | 55 115 | 65 501 | 62 398 | 57 545 | 58 672 |
| TOTAL | 420 739 | 21 683 955 | 25 439 500 | 27 868 538 | 34 018 728 | 41 103 070 | 48 976 733 |

Droits et engagements hors bilan

| | | |
|---|-----------|-----------|
| Engagement achat immobilisations (encours à réaliser) | 5 850 137 | 2 340 055 |
| Créditeur pour engagement achat immobilisations | 5 850 137 | 2 340 055 |

COMPTE DE RÉSULTAT

| | | | | | | | |
|--|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | 602 064 | 1 439 375 | 1 979 171 | 2 879 039 | 3 742 236 | 4 821 233 | |
| A. Redevances | 602 064 | 1 155 175 | 1 143 623 | 1 132 187 | 1 120 865 | 1 109 657 | |
| B. Coût-vérité | | 284 200 | 835 548 | 1 746 852 | 2 621 370 | 3 711 577 | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | 703 159 | 1 901 735 | 2 392 448 | 3 271 279 | 4 018 135 | 4 949 270 | |
| A. Frais d'exploitation des STEP (dont provision) | 597 159 | 1 576 533 | 1 941 834 | 2 650 959 | 3 221 937 | 3 951 782 | |
| B. Charges programme "protection" | | 200 000 | 290 000 | 352 500 | 412 500 | 470 000 | |
| C. Epuration individuelle | | | | | | | |
| D. Egouttage | | 0 | 0 | 21 796 | 87 185 | 174 369 | |
| E. Amortissements | | 17 082 | 50 332 | 133 536 | 181 776 | 236 087 | |
| F. Coûts fonctionnement SPGE | 106 000 | 108 120 | 110 282 | 112 488 | 114 738 | 117 033 | |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | -101 095 | -462 360 | -413 277 | -392 239 | -275 899 | -128 037 | |
| PRODUITS FINANCIERS | 167 027 | 529 565 | 518 337 | 626 975 | 782 055 | 980 947 | |
| A. Produits financiers sur leasing anciennes installations | | 226 180 | 269 939 | 261 227 | 252 079 | 242 473 | |
| B. Produits financiers sur leasing nouvelles installations | | 54 358 | 147 388 | 362 927 | 527 786 | 737 083 | |
| C. Produits financiers de trésorerie | 167 027 | 249 027 | 101 010 | 2 821 | 2 190 | 1 392 | |
| CHARGES FINANCIÈRES | | | | 12 000 | 149 400 | 432 900 | 776 850 |
| A. Charges financières | | | | 12 000 | 149 400 | 432 900 | 776 850 |
| RÉSULTAT FINANCIER | 167 027 | 529 565 | 506 337 | 477 575 | 349 155 | 204 097 | |



| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--|------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| en milliers de francs | | | | | | | |
| COMPTE DE RÉSULTAT | | | | | | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | 602 064 | 1 439 375 | 1 979 171 | 2 879 039 | 3 742 236 | 4 821 233 |
| A. Redevances | | 602 064 | 1 155 175 | 1 143 623 | 1 132 187 | 1 120 865 | 1 109 657 |
| B. Coût-vérité | | | 284 200 | 835 548 | 1 746 852 | 2 621 370 | 3 711 577 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | 703 159 | 1 901 735 | 2 392 448 | 3 271 279 | 4 018 135 | 4 949 270 |
| A. Frais d'exploitation des STEP (dont provision) | | 597 159 | 1 576 533 | 1 941 834 | 2 650 959 | 3 221 937 | 3 951 782 |
| B. Charges programme "protection" | | | 200 000 | 290 000 | 352 500 | 412 500 | 470 000 |
| C. Epuration individuelle | | | | | | | |
| D. Egouttage | | | 0 | 0 | 21 796 | 87 185 | 174 369 |
| E. Amortissements | | | 17 082 | 50 332 | 133 536 | 181 776 | 236 087 |
| F. Coûts fonctionnement SPGE | | 106 000 | 108 120 | 110 282 | 112 488 | 114 738 | 117 033 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | -101 095 | -462 360 | -413 277 | -392 239 | -275 899 | -128 037 |
| PRODUITS FINANCIERS | | 167 027 | 529 565 | 518 337 | 626 975 | 782 055 | 980 947 |
| A. Produits financiers sur leasing anciennes installations | | | 226 180 | 269 939 | 261 227 | 252 079 | 242 473 |
| B. Produits financiers sur leasing nouvelles installations | | | 54 358 | 147 388 | 362 927 | 527 786 | 737 083 |
| C. Produits financiers de trésorerie | | 167 027 | 249 027 | 101 010 | 2 821 | 2 190 | 1 392 |
| CHARGES FINANCIÈRES | | | | 12 000 | 149 400 | 432 900 | 776 850 |
| A. Charges financières | | | | 12 000 | 149 400 | 432 900 | 776 850 |
| RÉSULTAT FINANCIER | | 167 027 | 529 565 | 506 337 | 477 575 | 349 155 | 204 097 |
| RÉSULTAT COURANT | | 65 932 | 67 205 | 93 060 | 85 336 | 73 255 | 76 060 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | | | | | | | |
| RÉSULTAT AVANT IMPÔT | | 65 932 | 67 205 | 93 060 | 85 336 | 73 255 | 76 060 |
| IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT | | | | | | | |
| Impôts à payer | | 20 444 | 26 996 | 37 382 | 34 279 | 29 427 | 30 553 |
| Résultats avant impôts | | 65 932 | 67 205 | 93 060 | 85 336 | 73 255 | 76 060 |
| Recettes exonérées | | | | | | | |
| Dépenses non admises | | | | | | | |
| BÉNÉFICE (PERTE) DE L'EXERCICE À AFFECTER | | 45 488 | 40 209 | 55 678 | 51 056 | 43 829 | 45 507 |
| AFFECTATION | | | | | | | |
| Réserve légale | | 2 274 | 2 010 | 2 784 | 2 553 | 2 191 | 2 275 |
| Bénéfice distribuable | | 43 213 | 38 198 | 52 894 | 48 504 | 41 637 | 43 231 |
| Dividendes | | 20 052 | 20 052 | 20 052 | 20 052 | 20 052 | 20 052 |
| Bénéfice à reporter | | 23 161 | 18 146 | 32 842 | 28 451 | 21 585 | 23 179 |



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Le programme des investissements en assainissement public, de même que l'état d'avancement des différents dossiers le composant, sont repris aux tableaux de bord qui suivent.

En ce qui concerne les investissements en protection, un programme provisoire a été adopté. Celui-ci sera complété en fonction des différents projets présentés par les producteurs ayant passé contrat avec la SPGE. Une information spécifique sur ce programme des investissements sera transmise à l'ensemble des producteurs concernés.



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Années d'engagement 2000 - 2001

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | OEI | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------|----------------------------------|--------------------|----------|----------------------------------|-----------------------------|
| Amblève | VIELSALM | 9000 | AIVE | Réparation station d'épuration | 4 000 000 |
| | VIELSALM | 9000 | AIVE | Collecteurs | 5 000 000 |
| | Total Amblève | | | | 9 000 000 |
| Dendre | LESSINES | 12000 | IPALLE | Collecteurs | 18 000 000 |
| | Total Dendre | | | | 18 000 000 |
| Dyle-Gette | LONGUEVILLE | 800 | IBW | Collecteurs | 13 000 000 |
| | ZETRUD-LUMAY | 20000 | IBW | Station d'épuration | 314 900 000 |
| | ZETRUD-LUMAY | 20000 | IBW | Collecteurs | 188 900 000 |
| | Total Dyle-Gette | | | | 516 800 000 |
| Escaut-Lys | CHERCQ | 12000 | IPALLE | Collecteurs | 149 500 000 |
| | COMINES | 20000 | IPALLE | Collecteurs | 232 700 000 |
| | FROYENNES | 50000 | IPALLE | Collecteurs | 169 000 000 |
| | FROYENNES | 50000 | IPALLE | Collecteurs | 21 900 000 |
| | GRIMONPONT (Martinoire) | 32000 | IPALLE | Station d'épuration | 20 000 000 |
| | INCINERATEUR (THUMAIDE-BELOEIL) | | IPALLE | Traitement boues | 60 000 000 |
| | PLOEGSTEERT-ARMENTIERES (France) | 5000 | IPALLE | Collecteurs | 72 430 000 |
| | PONT BLEU | 16500 | IPALLE | Station d'épuration | 144 450 000 |
| | PONT BLEU | 16500 | IPALLE | Collecteurs | 71 000 000 |
| | PONT BLEU | 16500 | IPALLE | Collecteurs | 112 100 000 |
| Total Escaut-Lys | | | | 1 053 080 000 | |
| Haine | ANDERLUES | 11000 | IDEA | Traitement tertiaire | 10 000 000 |
| | BOUSSOIT | 38000 | IDEA | Station d'épuration | 165 000 000 |
| | ELOUGES | 15000 | IDEA | Station d'épuration | 150 000 000 |
| | FRAMERIES | 19000 | IDEA | Amélioration station d'épuration | 20 000 000 |
| | GRAND-RENG | 1700 | INTERSUD | Collecteurs | 12 000 000 |
| | MORLANWELZ | 18000 | IDEA | Collecteurs | 56 000 000 |
| | SAINT-VAAST | 19000 | IDEA | Collecteurs | 12 000 000 |
| | SAINT-VAAST | 19000 | IDEA | Amélioration station d'épuration | 20 000 000 |
| | TRIVIERES | 36000 | IDEA | Collecteurs | 45 000 000 |
| | TRIVIERES | 36000 | IDEA | Collecteurs | 49 000 000 |
| | WASMUEL | 250000 | IDEA | Collecteurs | 18 000 000 |
| | WASMUEL | 250000 | IDEA | Collecteurs | 26 000 000 |
| | WASMUEL | 250000 | IDEA | Traitement boues | 40 000 000 |
| | WASMUEL | 250000 | IDEA | Traitement tertiaire | 250 000 000 |
| | Total Haine | | | | 873 000 000 |



ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

| Montant approuvé à l'avant-projet en BEF | Montant approuvé au projet en BEF | Montant adjudgé (avenants inclus) en BEF |
|---|--------------------------------------|---|
| | 3 225 800 | 3 485 000 |
| | 3 225 800 | 3 485 000 |
| | | |
| 10 401 000 | | 294 398 768 |
| | | 178 366 955 |
| 10 401 000 | | 472 765 723 |
| | | 98 976 420 |
| | 246 243 000 | |
| | 169 522 530 | |
| | | 21 937 150 |
| | | |
| | | 72 434 359 |
| | | |
| | | 112 097 100 |
| | 415 765 530 | 305 445 029 |
| | | |
| | | 156 170 574 |
| | | |
| | 11 200 000 | |
| | | |
| | | |
| | 41 485 000 | |
| | 52 685 000 | 156 170 574 |



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Années d'engagement 2000 - 2001

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | OEA | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|
| Lesse | BEAURAING (Gozin) | 4000 | INASEP | Collecteurs | 87 000 000 |
| | BRAS | 700 | AIVE | Station d'épuration | 17 000 000 |
| | LIBRAMONT (L'HOMME) | 4200 | AIVE | Amélioration station d'épuration | 4 000 000 |
| | VILLERS-SUR-LESSE JAMBLINNE | 500 | INASEP | Collecteurs | 13 700 000 |
| Total Lesse | | | | | 121 700 000 |
| Meuse amont et Oise | BRAIBANT | 750 | INASEP | Station d'épuration | 18 130 000 |
| | BRAIBANT | 750 | INASEP | Collecteurs | 11 810 000 |
| Total Meuse amont et Oise | | | | | 29 940 000 |
| Meuse aval | ANDENNE (SEILLES) | 30000 | INASEP | Collecteurs | 112 000 000 |
| | ENGIS | 22200 | AIDE | Station d'épuration | 191 600 000 |
| | KALTERHERBERG (ALLEMAGNE) | | AIDE | Collecteurs | 17 300 000 |
| | LA BEFVE | 4200 | AIDE | Collecteurs | 27 600 000 |
| | LA GUEULE | 24750 | AIDE | Collecteurs | 20 700 000 |
| | LA GUEULE | 24750 | AIDE | Collecteurs | 147 600 000 |
| | LANTIN | 35000 | AIDE | Rénovation station d'épuration | 207 700 000 |
| | LIEGE Aval | 320000 | AIDE | Pompage | 8 200 000 |
| | LIEGE Aval | 320000 | AIDE | Collecteurs | 105 000 000 |
| | NAMUR-BRUMAGNE | 85000 | INASEP | Collecteurs | 140 000 000 |
| | NAMUR-BRUMAGNE | 85000 | INASEP | Collecteurs | 72 000 000 |
| | RHISNES | 3500 | INASEP | Collecteurs | 39 500 000 |
| | THIER DE HUY | 1000 | AIDE | Station d'épuration | 21 980 000 |
| WAREMME | 10000 | AIDE | Rénovation station d'épuration | 20 370 000 | |
| Total Meuse aval | | | | | 1 131 550 000 |
| Moselle | BASTOGNE (RHIN) | 17500 | AIVE | Traitement boues | 15 000 000 |
| | MARTELANGE | 7110 | AIVE | Collecteurs | 28 000 000 |
| | SAINT-VITH | 7100 | AIDE | Collecteurs | 19 390 000 |
| Total Moselle | | | | | 62 390 000 |
| Ourthe | CHAMPLON | 1300 | AIVE | Station d'épuration | 23 000 000 |
| | ESNEUX | 7500 | AIDE | Station d'épuration | 100 000 000 |
| | HOUFFALIZE | 4000 | AIVE | Rénovation station d'épuration | 4 000 000 |
| | MARCHE | 24400 | AIVE | Traitement boues | 25 000 000 |
| Total Ourthe | | | | | 152 000 000 |



ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

| Montant approuvé à l'avant-projet en BEF | Montant approuvé au projet en BEF | Montant adjugé (avenants inclus) en BEF |
|---|--------------------------------------|--|
| | | 25 217 998 |
| | 3 960 200 | 3 614 000 |
| | | 12 252 167 |
| | 3 960 200 | 41 084 165 |
| | | 18 127 689 |
| | | 11 828 628 |
| | | 29 956 317 |
| 104 009 000 | | |
| | 191 616 000 | 222 096 170 |
| | | 17 266 362 |
| | | 27 644 086 |
| | 27 267 000 | 23 856 500 |
| | 8 202 625 | 209 701 596 |
| | | |
| | 62 578 400 | |
| | | 32 943 740 |
| | | 21 981 206 |
| | | 20 562 475 |
| 104 009 000 | 289 664 025 | 576 052 135 |
| | | 28 029 820 |
| | | 17 216 013 |
| | | 45 245 833 |
| | | 99 990 051 |
| | | 99 990 051 |



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Années d'engagement 2000 - 2001

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | OEA | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------|-----------------------|--------------------|----------|------------------------------------|-----------------------------|
| Sambre | BIERCEE | 1100 | INTERSUD | Station d'épuration et collecteurs | 28 600 000 |
| | LOVERVAL-HAIES | 3300 | IGRETEC | Collecteurs | 40 000 000 |
| | LOVERVAL-HAIES | 3300 | IGRETEC | Station d'épuration | 73 800 000 |
| | MARBAIX | 2800 | IGRETEC | Collecteurs | 15 400 000 |
| | MARBAIX | 2800 | INTERSUD | Station d'épuration | 33 500 000 |
| | MARBAIX | 2800 | INTERSUD | Collecteurs | 16 300 000 |
| | MARCHIENNE-AU-PONT | 80000 | IGRETEC | Station d'épuration | 750 000 000 |
| | MONTIGNIES-SUR-SAMBRE | 200000 | IGRETEC | Traitement boues | 150 000 000 |
| | MORNIMONT | 40000 | INASEP | Collecteurs | 90 000 000 |
| | MORNIMONT | 40000 | INASEP | Collecteurs | 5 400 000 |
| | ROSELIES | 212000 | IGRETEC | Collecteurs | 5 700 000 |
| | SAINT-AUBIN FLORENNES | 8500 | INASEP | Station d'épuration | 89 500 000 |
| | SAINT-AUBIN FLORENNES | 8500 | INASEP | Collecteurs | 73 400 000 |
| | SOLRE S/SAMBRE | 9000 | INTERSUD | Collecteurs | 40 000 000 |
| | SOMZEE-LANEFFE | 3500 | INASEP | Collecteurs | 32 300 000 |
| | VIESVILLE CANAL | 46000 | IGRETEC | Pompage | 68 000 000 |
| | VIESVILLE CANAL | 46000 | IGRETEC | Collecteurs | 500 000 000 |
| Total Sambre | | | | | 2 011 900 000 |
| Semois-Chiers | ARLON | 30000 | AIVE | Traitement boues | 77 000 000 |
| | ARLON | 30000 | AIVE | Amélioration station d'épuration | 75 000 000 |
| | ARLON | 30000 | AIVE | Collecteurs | 45 000 000 |
| | ATHUS(MESSANCY) | 17500 | AIVE | Amélioration station d'épuration | 7 000 000 |
| | AUBANGE | 6000 | AIVE | Collecteurs | 2 500 000 |
| | BERTRIX | 7500 | AIVE | Réparation station d'épuration | 10 000 000 |
| | BOUILLON | 7500 | AIVE | Amélioration station d'épuration | 6 000 000 |
| Total Semois-Chiers | | | | | 222 500 000 |
| Senne | BRAINE-LE-COMTE | 11000 | IDEA | Station d'épuration | 130 000 000 |
| | HAIN | 83000 | IBW | Collecteurs | 140 000 000 |
| | HAIN | 83000 | IBW | Collecteurs | 185 000 000 |
| | MIGNAULT | 750 | IDEA | Station d'épuration | 20 000 000 |
| | MIGNAULT | 750 | IDEA | Collecteurs | 11 000 000 |
| | QUENAST | 3000 | IBW | Station d'épuration | 45 000 000 |
| | SENEFFE (Soudromont) | 65000 | IDEA | Traitement boues | 50 000 000 |
| | SOIGNIES (BIAMONT) | 14000 | IDEA | Station d'épuration | 150 000 000 |
| | TUBIZE | 25000 | IBW | Collecteurs | 184 400 000 |
| Total Senne | | | | | 915 400 000 |



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Années d'engagement 2000 - 2001

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | OEA | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------|---------------------------|--------------------|------|---------------------|-----------------------------|
| Vesdre | CHAUDFONTAINE (La Brouck) | 14000 | AIDE | Collecteurs | 7 250 000 |
| | GOFFONTAINE | 30000 | AIDE | Station d'épuration | 266 600 000 |
| | GOFFONTAINE | 30000 | AIDE | Collecteurs | 85 000 000 |
| | HERVE | 18000 | AIDE | Collecteurs | 30 000 000 |
| | MEMBACH | 24600 | AIDE | Collecteurs | 33 500 000 |
| | PETERGENSTELD | 300 | AIDE | Collecteurs | 4 100 000 |
| | WEGNEZ | 170000 | AIDE | Collecteurs | 57 000 000 |
| | WEGNEZ | 170000 | AIDE | Collecteurs | 105 500 000 |
| | WEGNEZ | 170000 | AIDE | Collecteurs | 78 200 000 |
| <i>Total Vesdre</i> | | | | | 667 150 000 |
| Total 2000 - 2001 | | | | | 7 784 410 000 |



ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

| Montant approuvé à l'avant-projet en BEF | Montant approuvé au projet en BEF | Montant adjugé (avenants inclus) en BEF |
|---|--------------------------------------|--|
| | | 260 968 276 |
| 132 326 167 | | |
| 36 923 920 | | |
| | | 62 654 300 |
| 24 956 000 | | 26 571 600 |
| | | 80 579 557 |
| 194 206 087 | | 430 773 733 |
| 1 260 211 543 | 1 772 530 331 | 2 868 217 738 |



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Année d'engagement 2002

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | DEA | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--------|----------------------------------|-----------------------------|
| Dendre | ATH | 18000 | IPALLE | Traitement tertiaire | 60 000 000 |
| | LESSINES | 12000 | IPALLE | Collecteurs | 52 500 000 |
| Total Dendre | | | | | 112 500 000 |
| Dyle-Gette | ARCHENNES | 22000 | IBW | Station d'épuration | 218 400 000 |
| | ROSIERES (LASNES) | 125000 | IBW | Collecteurs | 20 000 000 |
| | ZETRUD-LUMAY | 20000 | IBW | Collecteurs | 126 000 000 |
| | ZETRUD-LUMAY | 20000 | IBW | Collecteurs | 45 000 000 |
| Total Dyle-Gette | | | | | 409 400 000 |
| Escaut-Lys | CHERCO | 12000 | IPALLE | Amélioration station d'épuration | 35 000 000 |
| | FROYENNES | 50000 | IPALLE | Collecteurs | 55 500 000 |
| Total Escaut-Lys | | | | | 90 500 000 |
| Haine | BOUSSOIT | 38000 | IDEA | Collecteurs | 20 000 000 |
| | ELOUGES | 15000 | IDEA | Collecteurs | 50 000 000 |
| | FRAMERIES | 19000 | IDEA | Collecteurs | 15 000 000 |
| | MORLANWELZ | 18000 | IDEA | Collecteurs | 15 000 000 |
| | TRIVIERES | 36000 | IDEA | Collecteurs | 38 000 000 |
| | WASMUEL | 250000 | IDEA | Traitement boues | 100 000 000 |
| | WASMUEL | 250000 | IDEA | Collecteurs | 50 000 000 |
| Total Haine | | | | | 288 000 000 |
| Meuse amont et Oise | MARIEMBOURG-NISMES | 12000 | INASEP | Station d'épuration | 106 000 000 |
| | MARIEMBOURG-NISMES | 12000 | INASEP | Collecteurs | 70 700 000 |
| Total Meuse amont et Oise | | | | | 176 700 000 |
| Meuse aval | ENGIS | 22200 | AIDE | Collecteurs | 166 100 000 |
| | ENGIS | 22200 | AIDE | Collecteurs | 178 300 000 |
| | HODEIGE (S/YERNE) | 9100 | AIDE | Collecteurs | 10 000 000 |
| | LIEGE Aval | 320000 | AIDE | Station d'épuration | 2 100 000 000 |
| | LIEGE Aval | 320000 | AIDE | Collecteurs | 110 000 000 |
| | NAMUR-BRUMAGNE | 85000 | INASEP | Station d'épuration | 658 000 000 |
| Total Meuse aval | | | | | 3 222 400 000 |
| Ourthe | CHAMPLON | 1300 | AIVE | Collecteurs | 5 200 000 |
| Total Ourthe | | | | | 5 200 000 |



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Année d'engagement 2002

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | DEA | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------|-------------------------|--------------------|----------|----------------------|-----------------------------|
| Sambre | CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT | 11000 | IDEA | Collecteurs | 6 000 000 |
| | JUMET BORDIA | 30000 | IGRETEC | Station d'épuration | 300 000 000 |
| | MARCHIENNE-AU-PONT | 80000 | IGRETEC | Collecteurs | 92 200 000 |
| | MONTIGNIES-SUR-SAMBRE | 200000 | IGRETEC | Collecteurs | 20 500 000 |
| | MONTIGNIES-SUR-SAMBRE | 200000 | IGRETEC | Collecteurs | 40 900 000 |
| | SOLRE S/SAMBRE | 9000 | INTERSUD | Collecteurs | 8 000 000 |
| | THUIN-VILLE BASSE | 12500 | INTERSUD | Station d'épuration | 130 000 000 |
| | VIESVILLE CANAL | 46000 | IGRETEC | Station d'épuration | 477 700 000 |
| Total Sambre | | | | | 1 075 300 000 |
| Semois-Chiers | ARLON | 30000 | AIVE | Collecteurs | 150 000 000 |
| | DAMPICOURT | 17500 | AIVE | Collecteurs | 104 000 000 |
| Total Semois-Chiers | | | | | 254 000 000 |
| Senne | BRAINE-LE-COMTE | 11000 | IDEA | Collecteurs | 150 000 000 |
| | SENEFFE (Soudromont) | 65000 | IDEA | Collecteurs | 15 000 000 |
| | SOIGNIES (BIAMONT) | 14000 | IDEA | Collecteurs | 150 000 000 |
| | TUBIZE | 25000 | IBW | Collecteurs | 55 000 000 |
| Total Senne | | | | | 370 000 000 |
| Vesdre | GOFFONTAINE | 30000 | AIDE | Pompage | 12 400 000 |
| | HERVE | 18000 | AIDE | Traitement tertiaire | 40 000 000 |
| | SOUMAGNE | 9800 | AIDE | Pompage | 12 400 000 |
| Total Vesdre | | | | | 64 800 000 |
| Total 2002 | | | | | 6 068 800 000 |



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Année d'engagement 2003

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | OEI | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------------|---------------------|--------------------|----------|----------------------|-----------------------------|
| Dendre | LESSINES | 12000 | IPALLE | Collecteurs | 45 000 000 |
| | Total Dendre | | | | 45 000 000 |
| Dyle-Gette | ARCHENNES | 22000 | IBW | Collecteurs | 280 000 000 |
| | BASSE WAVRE (Dyle) | 165000 | IBW | Collecteurs | 140 000 000 |
| Total Dyle-Gette | | | | 420 000 000 | |
| Haine | BAUDOIR CANAL | 5000 | IDEA | Collecteurs | 6 000 000 |
| | BOUSSOIT | 38000 | IDEA | Station d'épuration | 120 000 000 |
| | MORLANWELZ | 18000 | IDEA | Collecteurs | 5 000 000 |
| | SAINT-VAAST | 19000 | IDEA | Collecteurs | 20 000 000 |
| | TRIVIERES | 36000 | IDEA | Station d'épuration | 120 000 000 |
| | WASMUEL | 250000 | IDEA | Collecteurs | 67 000 000 |
| Total Haine | | | | 338 000 000 | |
| Meuse amont et Oise | MARIEMBOURG-NISMES | 12000 | INASEP | Collecteurs | 77 000 000 |
| Total Meuse amont et Oise | | | | 77 000 000 | |
| Meuse aval | ANDENNE (SEILLES) | 30000 | INASEP | Collecteurs | 287 000 000 |
| | LIEGE Aval | 320000 | AIDE | Collecteurs | 1 352 000 000 |
| | NAMUR-BRUMAGNE | 85000 | INASEP | Collecteurs | 55 600 000 |
| | NAMUR-BRUMAGNE | 85000 | INASEP | Collecteurs | 468 600 000 |
| | WAREMME | 10000 | AIDE | Collecteurs | 41 300 000 |
| Total Meuse aval | | | | 2 204 500 000 | |
| Sambre | FLEURUS | 18000 | IGRETEC | Station d'épuration | 200 000 000 |
| | JUMET BORDIA | 30000 | IGRETEC | Collecteurs | 215 000 000 |
| | MARCHIENNE-AU-PONT | 80000 | IGRETEC | Collecteurs | 353 100 000 |
| | MORNIMONT | 40000 | INASEP | Collecteurs | 330 000 000 |
| | MORNIMONT | 40000 | INASEP | Station d'épuration | 295 000 000 |
| | ROSELIES | 212000 | IGRETEC | Traitement tertiaire | 500 000 000 |
| | THUIN-VILLE BASSE | 12500 | INTERSUD | Collecteurs | 117 000 000 |
| | THUIN-VILLE BASSE | 12500 | INTERSUD | Collecteurs | 2 000 000 |
| | VILLERET | 10000 | INASEP | Station d'épuration | 91 000 000 |
| | WANFERCEE-BAULET | 10000 | IGRETEC | Station d'épuration | 200 000 000 |
| Total Sambre | | | | 2 303 100 000 | |



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Année d'engagement 2003

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | OEA | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------|---------------------------|--------------------|------|---------------------|-----------------------------|
| Semois-Chiers | ARLON | 30000 | AIVE | Collecteurs | 116 000 000 |
| | ARLON | 30000 | AIVE | Collecteurs | 50 000 000 |
| | DAMPICOURT | 17500 | AIVE | Station d'épuration | 207 000 000 |
| | DAMPICOURT | 17500 | AIVE | Collecteurs | 81 250 000 |
| Total Semois-Chiers | | | | | 454 250 000 |
| Senne | HAIN | 83000 | IBW | Station d'épuration | 764 700 000 |
| | SENEFFE (Soudromont) | 65000 | IDEA | Collecteurs | 31 000 000 |
| Total Senne | | | | | 795 700 000 |
| Vesdre | CHAUDFONTAINE (La Brouck) | 14000 | AIDE | Station d'épuration | 162 400 000 |
| Total Vesdre | | | | | 162 400 000 |
| Total 2003 | | | | | 6 799 950 000 |



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Année d'engagement 2004

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | OEA | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------------|------------------------|--------------------|----------|----------------------|-----------------------------|
| Dendre | GHSLENGHIEN | 6000 | IPALLE | Station d'épuration | 84 600 000 |
| | GHSLENGHIEN | 6000 | IPALLE | Collecteurs | 180 000 000 |
| | Total Dendre | | | | 264 600 000 |
| Dyle-Gette | BASSE WAVRE (Dyle) | 165000 | IBW | Collecteurs | 140 000 000 |
| | BLANMONT | 8000 | IBW | Station d'épuration | 109 200 000 |
| | BLANMONT | 8000 | IBW | Collecteurs | 210 000 000 |
| | VILLERS-LA-VILLE | 8000 | IBW | Station d'épuration | 98 300 000 |
| | VILLERS-LA-VILLE | 8000 | IBW | Collecteurs | 230 000 000 |
| Total Dyle-Gette | | | | 787 500 000 | |
| Haine | BOUSSOIT | 38000 | IDEA | Collecteurs | 49 000 000 |
| | QUIEVRAIN | 6000 | IDEA | Station d'épuration | 70 000 000 |
| | QUIEVRAIN | 6000 | IDEA | Collecteurs | 40 000 000 |
| Total Haine | | | | 159 000 000 | |
| Meuse amont et Oise | PONT DE WEPION | 10000 | INASEP | Station d'épuration | 91 000 000 |
| | PONT DE WEPION | 10000 | INASEP | Collecteurs | 130 000 000 |
| Total Meuse amont et Oise | | | | 221 000 000 | |
| Meuse aval | ANDENNE (SEILLES) | 30000 | INASEP | Station d'épuration | 231 000 000 |
| | INCINERATEUR (HERSTAL) | | AIDE | Traitement boues | 150 000 000 |
| | LIEGE (Amont) | 170000 | AIDE | Station d'épuration | 1 250 000 000 |
| | LIEGE (Amont) | 170000 | AIDE | Collecteurs | 200 000 000 |
| | NAMUR-BRUMAGNE | 85000 | INASEP | Collecteurs | 792 700 000 |
| | SAINT-REMY | 6200 | AIDE | Station d'épuration | 77 400 000 |
| | SAINT-REMY | 6200 | AIDE | Collecteurs | 54 200 000 |
| Total Meuse aval | | | | 2 755 300 000 | |
| Sambre | HAM-SUR-HEURE | 8000 | IGRETEC | Station d'épuration | 96 000 000 |
| | HAM-SUR-HEURE | 8000 | IGRETEC | Collecteurs | 237 800 000 |
| | INCINERATEUR (IGRETEC) | | IGRETEC | Traitement boues | 750 000 000 |
| | JUMET BORDIA | 30000 | IGRETEC | Collecteurs | 123 000 000 |
| | MARCHIENNE-AU-PONT | 80000 | IGRETEC | Collecteurs | 200 000 000 |
| | MARCHIENNE-AU-PONT | 80000 | IGRETEC | Collecteurs | 328 100 000 |
| | MORNIMONT | 40000 | INASEP | Collecteurs | 303 000 000 |
| | ROSELIES | 212000 | IGRETEC | Collecteurs | 256 200 000 |
| | THUIN-VILLE BASSE | 12500 | INTERSUD | Collecteurs | 25 000 000 |
| | VIESVILLE CANAL | 46000 | IGRETEC | Collecteurs | 346 000 000 |
| | VILLERET | 10000 | INASEP | Collecteurs | 119 530 000 |
| | WANFERCEE-BAULET | 10000 | IGRETEC | Collecteurs | 81 900 000 |
| | Total Sambre | | | | 2 866 530 000 |



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Année d'engagement 2004

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | OEA | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------|---------------------------|--------------------|------|---------------------|-----------------------------|
| Semois-Chiers | DAMPICOURT | 17500 | AIVE | Collecteurs | 65 000 000 |
| | LACUISINE-MARTUE | 6600 | AIVE | Station d'épuration | 78 000 000 |
| | LACUISINE-MARTUE | 6600 | AIVE | Collecteurs | 38 500 000 |
| <i>Total Semois-Chiers</i> | | | | | 181 500 000 |
| Senne | ECAUSSINNES | 7300 | IDEA | Station d'épuration | 100 000 000 |
| | ECAUSSINNES | 7300 | IDEA | Collecteurs | 70 000 000 |
| | HAIN | 83000 | IBW | Collecteurs | 55 000 000 |
| | HAIN | 83000 | IBW | Collecteurs | 140 000 000 |
| <i>Total Senne</i> | | | | | 365 000 000 |
| Vesdre | CHAUDFONTAINE (La Brouck) | 14000 | AIDE | Collecteurs | 80 000 000 |
| <i>Total Vesdre</i> | | | | | 80 000 000 |
| Total 2004 | | | | | 7 680 430 000 |



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Année d'engagement : Réserve

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | OEA | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------|------------------------|--------------------|--------|---------------------|-----------------------------|
| Amblève | LIERNEUX (la Falize) | 2000 | AIDE | Station d'épuration | 34 100 000 |
| | Total Amblève | | | | 34 100 000 |
| Dendre | ELLEZELLES | 3000 | IPALLE | Station d'épuration | 55 000 000 |
| | ELLEZELLES | 3000 | IPALLE | Collecteurs | 47 700 000 |
| | Total Dendre | | | | 102 700 000 |
| Dyle-Gette | ORP-LE-GRAND | 6000 | IBW | Station d'épuration | 76 400 000 |
| | ORP-LE-GRAND | 6000 | IBW | Collecteurs | 162 000 000 |
| | SART-MESSIRE-GUILLAUME | 3700 | IBW | Station d'épuration | 71 000 000 |
| | SART-MESSIRE-GUILLAUME | 3700 | IBW | Collecteurs | 44 000 000 |
| Total Dyle-Gette | | | | 353 400 000 | |
| Escaut-Lys | BASECLES | 4000 | IPALLE | Station d'épuration | 77 600 000 |
| | BASECLES | 4000 | IPALLE | Collecteurs | 78 500 000 |
| | BLATON | 4000 | IPALLE | Station d'épuration | 77 600 000 |
| | BLATON | 4000 | IPALLE | Collecteurs | 50 000 000 |
| | ESTAIMPUIS | 4500 | IPALLE | Station d'épuration | 84 600 000 |
| | ESTAIMPUIS | 4500 | IPALLE | Collecteurs | 104 700 000 |
| | FRASNES | 2200 | IPALLE | Station d'épuration | 44 330 000 |
| | FRASNES | 2200 | IPALLE | Collecteurs | 45 500 000 |
| | GRANDGLISE | 2500 | IPALLE | Station d'épuration | 42 400 000 |
| | GRANDGLISE | 2500 | IPALLE | Collecteurs | 37 200 000 |
| | QUEVAUCAMPS SUD | 3500 | IPALLE | Station d'épuration | 62 700 000 |
| | QUEVAUCAMPS SUD | 3500 | IPALLE | Collecteurs | 10 800 000 |
| | WARCHIN | 5500 | IPALLE | Station d'épuration | 100 400 000 |
| | WARCHIN | 5500 | IPALLE | Collecteurs | 64 500 000 |
| Total Escaut-Lys | | | | 880 830 000 | |
| Haine | BERNISSART | 3000 | IPALLE | Station d'épuration | 59 400 000 |
| | BERNISSART | 3000 | IPALLE | Collecteurs | 24 400 000 |
| | ERBISOEUL | 2300 | IDEA | Station d'épuration | 30 000 000 |
| | ERBISOEUL | 2300 | IDEA | Collecteurs | 30 000 000 |
| | HAVRE | 5000 | IDEA | Station d'épuration | 75 000 000 |
| | HAVRE | 5000 | IDEA | Collecteurs | 50 000 000 |
| | OBOURG | 2900 | IDEA | Station d'épuration | 40 000 000 |
| | OBOURG | 2900 | IDEA | Collecteurs | 30 000 000 |
| | ROEULX SUD | 3000 | IDEA | Collecteurs | 30 000 000 |
| | ROEULX SUD | 3000 | IDEA | Station d'épuration | 50 000 000 |
| | SIRAULT | 2500 | IDEA | Station d'épuration | 40 000 000 |
| | SIRAULT | 2500 | IDEA | Collecteurs | 30 000 000 |
| Total Haine | | | | 488 800 000 | |



ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Montant approuvé
à l'avant-projet en BEFMontant approuvé
au projet en BEFMontant adjugé
(avenants inclus) en BEF

2 452 700

2 452 700



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Année d'engagement : Réserve

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | OEA | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------|----------------------------|--------------------|----------|------------------------------------|-----------------------------|
| Lesse | PALISEUL | 2000 | AIVE | Station d'épuration | 37 000 000 |
| | PALISEUL | 2000 | AIVE | Collecteurs | 41 400 000 |
| | Total Lesse | | | | 78 400 000 |
| Meuse aval | BETTINCOURT (La mûle) | 2850 | AIDE | Collecteurs | 65 240 000 |
| | BETTINCOURT (La mûle) | 2850 | AIDE | Station d'épuration | 47 200 000 |
| | EGHEZEE | 4000 | INASEP | Station d'épuration | 27 300 000 |
| | EGHEZEE | 4000 | INASEP | Collecteurs | 35 000 000 |
| | ENGIS | 22200 | AIDE | Collecteurs | 142 100 000 |
| | LONTZEN | 3500 | AIDE | Station d'épuration | 56 200 000 |
| | LONTZEN | 3500 | AIDE | Collecteurs | 38 980 000 |
| | NAMECHE | 3000 | INASEP | Station d'épuration et collecteurs | 29 000 000 |
| | NAMECHE | 3000 | INASEP | Collecteurs | 28 000 000 |
| | SART-BERNARD | 1500 | INASEP | Collecteurs | 8 500 000 |
| Total Meuse aval | | | | 477 520 000 | |
| Moselle | WALTZING II | 4000 | AIVE | Station d'épuration | 46 000 000 |
| | WALTZING II | 4000 | AIVE | Collecteurs | 12 000 000 |
| | Total Moselle | | | | 58 000 000 |
| Sambre | GODARVILLE | 3000 | IDEA | Station d'épuration | 50 000 000 |
| | GODARVILLE | 3000 | IDEA | Collecteurs | 10 000 000 |
| | LABUISSIÈRE | 3000 | INTERSUD | Station d'épuration | 40 000 000 |
| | LABUISSIÈRE | 3000 | INTERSUD | Collecteurs | 80 000 000 |
| | NALINNES-MOULIN | 4000 | IGRETEC | Station d'épuration | 76 000 000 |
| | NALINNES-MOULIN | 4000 | IGRETEC | Collecteurs | 94 300 000 |
| Total Sambre | | | | 350 300 000 | |
| Semois-Chiers | CORBION | 900 | AIVE | Station d'épuration | 18 000 000 |
| | ETALLE | 2000 | AIVE | Station d'épuration | 28 700 000 |
| | ETALLE | 2000 | AIVE | Collecteurs | 34 500 000 |
| | IZEL | 2000 | AIVE | Station d'épuration | 30 000 000 |
| | IZEL | 2000 | AIVE | Collecteurs | 19 200 000 |
| | JAMOIGNE | 2500 | AIVE | Station d'épuration | 28 750 000 |
| | JAMOIGNE | 2500 | AIVE | Collecteurs | 36 000 000 |
| | RULLES | 700 | AIVE | Station d'épuration et collecteurs | 23 000 000 |
| | SAINT-LEGER | 2000 | AIVE | Station d'épuration | 31 500 000 |
| | SAINT-LEGER | 2000 | AIVE | Collecteurs | 23 000 000 |
| | THIAUMONT | 1100 | AIVE | Station d'épuration et collecteurs | 20 000 000 |
| | THIAUMONT | 1100 | AIVE | Collecteurs | 7 500 000 |
| | Total Semois-Chiers | | | | 300 150 000 |



ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Montant approuvé
à l'avant-projet en BEF

Montant approuvé
au projet en BEF

Montant adjugé
(avenants inclus) en BEF



PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

Année d'engagement : Réserve

| Sous bassin Hydrographique | Nom de l'ouvrage | Nombre d'EH (STEP) | OEA | Objet | Montant au programme en BEF |
|----------------------------|------------------|--------------------|------|---------------------|-----------------------------|
| Senne | FELUY (Nie-pré) | 4100 | IDEA | Station d'épuration | 70 000 000 |
| | FELUY (Nie-pré) | 4100 | IDEA | Collecteurs | 50 000 000 |
| | NEUFVILLES | 2100 | IDEA | Station d'épuration | 40 000 000 |
| | NEUFVILLES | 2100 | IDEA | Collecteurs | 40 000 000 |
| | REBECQ | 5300 | IBW | Station d'épuration | 67 200 000 |
| | REBECQ | 5300 | IBW | Collecteurs | 56 000 000 |
| <i>Total Senne</i> | | | | | 323 200 000 |

Total Réserve

3 447 400 000



ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Montant approuvé
à l'avant-projet en BEF

Montant approuvé
au projet en BEF

Montant adjugé
(avenants inclus) en BEF

2 452 700



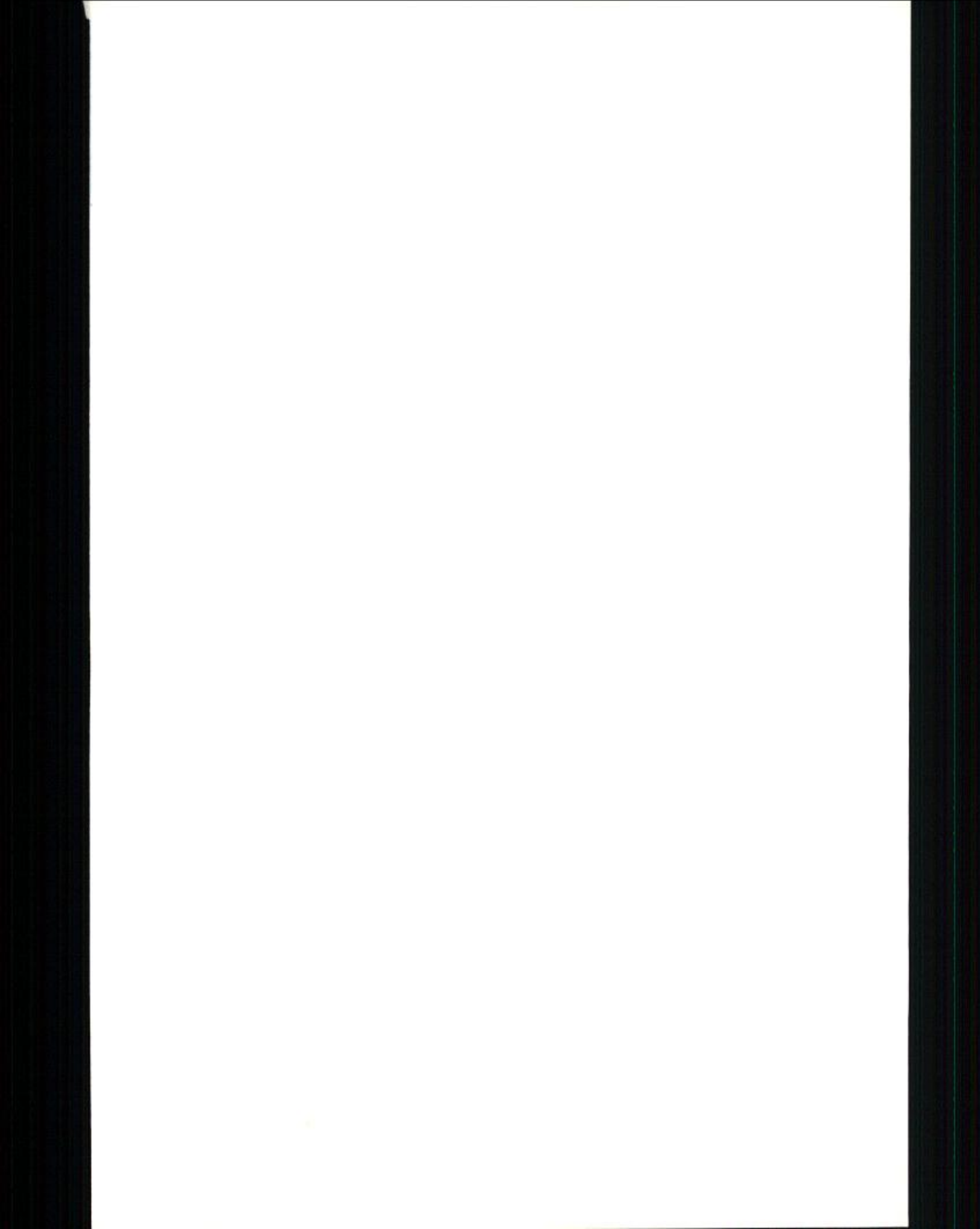
SOCIÉTÉ PUBLIQUE DE GESTION DE L'EAU

Société Anonyme de Droit Public

Siège social :
rue Laoureux 46
4800 Verviers

Tél. : 087 32 44 00
Fax : 087 32 44 01
E-mail : info@spge.be





SOCIÉTÉ PUBLIQUE DE GESTION DE L'EAU

Société Anonyme de Droit Public

Siège social :

rue Laoureux 46

4800 Verviers

Tél : 087 32 44 00

Fax : 087 32 44 01

E-mail : info@spge.be